MÉMOIRES DU CONGO

et du Ruanda-Urundi

n°39 - Septembre 2016

Trimestriel - n° d'agrément : P914556 - Bureau de dépôt : 4099 Liège X
Expéditeur : MdC, rue d'Orléans, 2 - 6000 Charleroi

1943

1941

1941

1942

1942

1943

1943 1946

Atlantic Ocean

Indian Ocean

1940-1945

Campagnes de la Force Publique congolaise













Après ces longs congés d'été, nous reprenons nos activités qui, je l'espère, vous intéresseront. Nous nous sommes rencontrés le 7 juin dernier, avec le professeur Pierre de Maret. Il nous a entretenus du dieu égyptien Seth. Ce sujet inusité nous a tous ravis !
Une toute autre causerie, bien plus actuelle, nous sera proposée en octobre par le Pasteur et avocat Prosper Sendwe, fils de Jason. Si notre conférencier se penche sur la vision "unioniste" de Léopold II dans les rapports entre la Belgique et le Congo, il nous entretient aussi de l'annexion du Congo par la Belgique et, sujet méconnu par beaucoup, des Actes Fondateurs de la République démocratique du Congo : résolutions des deux Tables Rondes, de la loi fondamentale du 19 mai 1960, du Traité d'amitié du 29 juin 1960 et du discours de l'indépendance du 30 juin 1960.
En novembre, Pierre Meessen nous parlera de la plantation de son père et, en décembre, ce sera Madame Margarida Calafate Ribeiro, Professeur à l'université de Coïmbra qui nous présentera un projet d'étude soutenu par la Commission Européenne.
Nous nous attardons sur les orateurs et leur sujet de conférence de nos prochaines "Journées de MdC", afin de vous permettre de réserver sur vos agendas les journées que vous jugerez intéressantes.
Comme vous le verrez dans le cadre ci-dessous, nous avons dû revoir à la hausse le prix de votre participation à ces journées. Dès octobre, ce prix sera de 30 € que nous vous demandons de verser sur notre compte 5 jours avant l'événement.
Dans cette revue, vous retrouverez plusieurs thèmes abordés dans les numéros précédents. A savoir la Force Publique, l'Education au Congo, la Statuaire coloniale, la Coopération mais aussi des nouvelles concernant l'état d'avancement des travaux de rénovation du Musée de Tervuren et deux réflexions de Paul Roquet : "Au-delà des mots" et "Les astuces d'un roi".

■ Paul Vannès

Sommaire

MÉMOIRES DU CONGO
et du RUANDA-URUNDI

Périodique n° 39
Septembre 2016

En couverture : Carte © Col. Roger Lothaire

Programme des "Journées de Mémoires du Congo" Second trimestre 2016

Adresse : Leuvensesteenweg, 17 à Tervueren. Auditorium au 3ème étage.
Prix à payer : 30 €uros. Moambe 23 € + part. location salle : 7 €.
À verser sur le compte de MdC : IBAN – BE45 3630 0269 1889 - BIC BBRUBEBB.
Ce paiement fait office de réservation.

Mardi 11 octobre

10h00 : Témoignage de Pierre Wustefeld. Départ au Congo en 1954 comme ATA (Administrateur Territorial Assistant) jusqu'en 1957 dans la région de Manono. De 1957 à 1960, il fut Conseiller juridique au Gouvernement général (Affaires Politiques). Docteur en droit, en 1960, il fut nommé Substitut du Procureur du Roi à Elisabethville.

11h00 : Conférence : Vision "unioniste" du Roi Léopold II dans la définition des rapports entre la Belgique et le Congo, par Maître Prosper SENDWE-KABONGO. Cette vision constitue un héritage commun belgo-congolais qu'il revient aux Etats concernés de mettre en valeur et de consolider. Il abordera également le "Traité d'annexion" et les actes fondateurs de la RDC.

14h00 : Débat sur la vision de Léopold II animé par Maître Prosper Sendwe.

Mardi 8 novembre

10h00 : Témoignage de André Anne de Molina. Né en 1927, il partit en 1957 comme Officier parachutiste dans la Force métropolitaine. Il organisa, sous la conduite du Colonel Laurent, les opérations Dragon rouge et noir des 24 et 26 novembre 1964 qui permirent la libération des otages retenus à Stanleyville et Paulis.

11h00 : Conférence de Pierre Meessen « Souvenirs d'un planteur de café ». De la recherche d'une concession à la réalisation d'une plantation.

14h00 : "La Grande époque de Mobutu". Le 16 mai 1997 marque le début de la fin du Léopard, qui mourra moins de quatre mois plus tard. En réalité, il n'était plus le maître du Zaïre depuis ce jour d'avril 1990 où il avait annoncé, la voix brisée par l'émotion, la fin du parti-état, le Mouvement Populaire de la Révolution, à la manière d'un père qui abandonne son enfant.

Mardi 13 décembre

10h00 : Témoignage de Henri de Chaunac de Lanzac de Mo. Né à Stanleyville en 1928. De 1950 à 1952, il travaille pour le FBI (Fonds du Bien-Être Indigène). Ensuite, il travaillera comme agent commercial au Katanga, au Kasaï et au Kivu.

11h00 : Mme Margarida Calafate Ribeiro, Professeur à l'université portugaise de Coïmbra. Présentation d'une étude sur la transmission de la mémoire d'anciens coloniaux à leurs enfants et/ou petits-enfants. Six pays sont concernés : Le Portugal et l'Angola, La France et l'Algérie et La Belgique et le Congo.

11h50 : Présentation de l'association « Momentum-Belgique » par M. Eric Lannoy. Association qui propose des événements aux personnes de notre condition !

14h00 : "Bernadette Kaimba et les autres". Documentaire réalisé par le CHU de Liège qui présente la première mission au Katanga de l'association belge des "Médecins du désert".

Echos de MDC

Le 16 juillet, notre président Roger Gilson a épousé Mme Michèle Van Sande. Nous sommes heureux de vous l'annoncer et leur souhaitons à tous deux de vivre de nombreux moments d'intense bonheur.

Les activités suivantes ont en outre occupé le trimestre :

- le 5 juillet, dépôt de fleurs en notre nom par Françoise Devaux au monument dédié aux troupes des Campagnes d'Afrique en commémoration de la bataille de Saïo,
- le 21 juillet, la préparation de la revue n° 39 de MdC nous a réunis à Sart-lez-Spa ;
- le 4 août, rencontre avec le pasteur et avocat, Prosper Sendwe
- le 5 août, préparation du programme des activités du troisième trimestre ainsi que des points à l'ordre du jour de notre Conseil d'Administration du 31 août.
- le 15 septembre, 100e anniversaire de la bataille de Tabora. Hommage somptueux organisé par le CRAOCA et l'URFRACOL avec la participation de la Musique des Guides,
- le 17 septembre, nous étions présents à Blankenberge pour le souvenir de la mort héroïque du Lt Lippens et du Sgt De Bruyne.

Le même jour, concertation avec M. Eric Lannoy en vue d'une collaboration avec son organisation "Momentum - Belgique" dans le cadre des "Journées de Mémoires du Congo". Nous vous en reparlerons le 13 décembre.
Le 26 août la reprise de nos forums bimensuels du second semestre.

■ Paul Vannès



MÉMOIRES DU CONGO
et du Ruanda-Urundi asbl
Périodique trimestriel
Agrément postal : BC 18012
N° 39 - Septembre 2016
Editeur responsable : Paul Vannès. Coordonnateur : Fernand Hessel

Comité de rédaction :
Thierry Claeys Boùùaert, André de Maere d'Aertrycke, Françoise Devaux, Guy Dierckens, Nadine Evrard, Marc Georges, Fernand Hessel, Françoise Moehler-De Greef, Pascal Pruvost, Paul Roquet, Paul Vannès.
Maquette et mise en page : New Look Communication

Conseil d'administration
Président : Roger Gilson. Vice-Président : Guido Bosteels. Administrateur-délégué : Paul Vannès. Trésorier : Guy Dierckens. Secrétaire : Nadine Evrard. Administrateurs : Patricia Van Schuylenbergh, Fernand Hessel, José Rhodius, Guy Lambrette représentant aussi le CRAOM. C.B.L.-A.C.P., représentée par Thierry Claeys Boùùaert.
Administrateur honoraire : Pierre Wustefeld.

Siège social
avenue de l'Hippodrome, 50 - B-1050 Bruxelles
info@memoiresducongo.be

Siège administratif
rue d'Orléans, 2 – B 6000 Charleroi. Tél. 00 32 (0)71 33 43 73
Numéro d'entreprise : 478.435.078
Site public : www.memoiresducongo.org
BIC : BBRUBEBB – IBAN : BE95 3101 7735 2058

Secrétariat
Secrétaire : Andrée Willems

Cotisations 2016
Membre adhérent : 25 €. Cotisation de soutien : 50 €
Cotisation d'Honneur : 100 €. Cotisation à vie : 1.000 €
Tout membre cotisant reçoit la revue.

Compte bancaire
BIC : BBRUBEBB - IBAN : BE95 3101 7735 2058
N'oubliez pas la mention "Cotisation 2016". Pour les dames, nous demandons, lors des versements, de bien vouloir utiliser le même nom que celui sous lequel elles se sont inscrites comme membres.

Fichier d'adresses
Si vous changez d'adresse, merci de nous communiquer vos nouvelles coordonnées. Cela nous permettra de rester en contact. Si vous connaissez des personnes susceptibles de devenir membres de MDC, communiquez-leur notre adresse ou mieux encore transmettez-nous leurs coordonnées afin que nous puissions leur envoyer notre documentation.

Abonnement
Pour recevoir la revue, virer la somme de 25 € (50 € pour les autres pays d'Europe) au compte de "MdC" avec pour mention "abonnement".

Publicité
Tarifs sur demande, auprès du siège administratif

La Force Publique congolaise 3

**Deux articles sont déjà parus sous le même titre (voir MDC37 et 38).
Le premier a décrit la naissance et la montée en puissance de la Force Publique (FP) sous Léopold II.
Le second fut essentiellement axé sur les interventions de la FP dans la Grande Guerre, et sur la crise économique qui s'ensuivit. Le présent article est consacré à l'action de la FP sur les divers fronts congolais de la seconde guerre mondiale.**

On se rappellera que la FP a occupé 200.000 km2 dans l'Est-Africain allemand durant la guerre 14-18. Le Roi Albert 1er autorisa les régiments ayant combattu à Tabora et à Mahenge à inscrire ces noms sur leurs étendards.
La fidélité des Congolais au drapeau et à leurs chefs avait été parfaite. Tant les soldats et officiers que les porteurs avaient affronté les dangers, privations et fatigues avec un dévouement extraordinaire. Le traité de Versailles récompensa les vainqueurs. Les anciennes possessions allemandes furent divisées et mises sous le contrôle des puissances mandataires. La Belgique reçut mandat d'administrer le Ruanda et l'Urundi, enlevés par ses soldats à l'ennemi pour irrespect des traités. Par la loi du 24 octobre 1924, notre pays accepta cette mission, non dépourvue de difficultés. Une disposition législative du 25 août 1925 réglait l'organisation administrative de ce double territoire totalisant 53.000 km2, près du double de la Belgique, et peuplé de 3,5 millions d'habitants.
Le Ruanda-Urundi fut rattaché au Congo Belge, tout en conservant son autonomie. Les règlements d'administration et de police de la colonie belge y étaient applicables dès lors qu'ils étaient sanctionnés par une ordonnance du gouverneur du Ruanda-Urundi. La FP fut également concernée par ce mandat. Le XIVème bataillon de la FP, basé à Usumbura y garantira la sécurité territoriale, avec deux unités mises en place à Kigali et à Kitega jusqu'en 1960.

Structure de l'étude complète

1. EIC et campagnes anti-esclavagistes
2. Congo belge et campagnes de 14-18
3. Seconde guerre mondiale et évolution sociale
4. Indépendance et africanisation des cadres

Entrée en guerre du Congo belge

Contrairement à 1914, aucune menace directe ne pèse en 1940 sur le Congo Belge. Les relations avec les Anglais n'étaient pas des meilleures, d'autant plus qu'en 1937 Chamberlain aurait proposé de céder la moitié du Congo aux Allemands comme prix de la paix en Europe. La perfide Albion se trouva vite confrontée aux relations privilégiées existant entre Washington et Léopoldville. L'effort de guerre fourni par le Congo fut très important, d'autant qu'en 1942 le Japon prendra le contrôle de la Birmanie et de la Malaisie, ce qui aura pour effet de stopper net la fourniture de caoutchouc et d'huile de palme.
L'Angleterre ne manqua pas d'exiger une décote de 30% des produits miniers et autres d'origine congolaise, afin d'obtenir de meilleurs prix que ceux pratiqués dans leurs propres colonies. La menace se précise à partir du 10 juin, date d'entrée en guerre de l'Italie. La FP ne tarde pas à se rendre utile. Déjà à partir du 15 mai 1940, le Gouverneur Général Pierre Ryckmans avait conduit la FP à la mobilisation, laquelle aboutira à la création de trois brigades de 10.000 hommes.

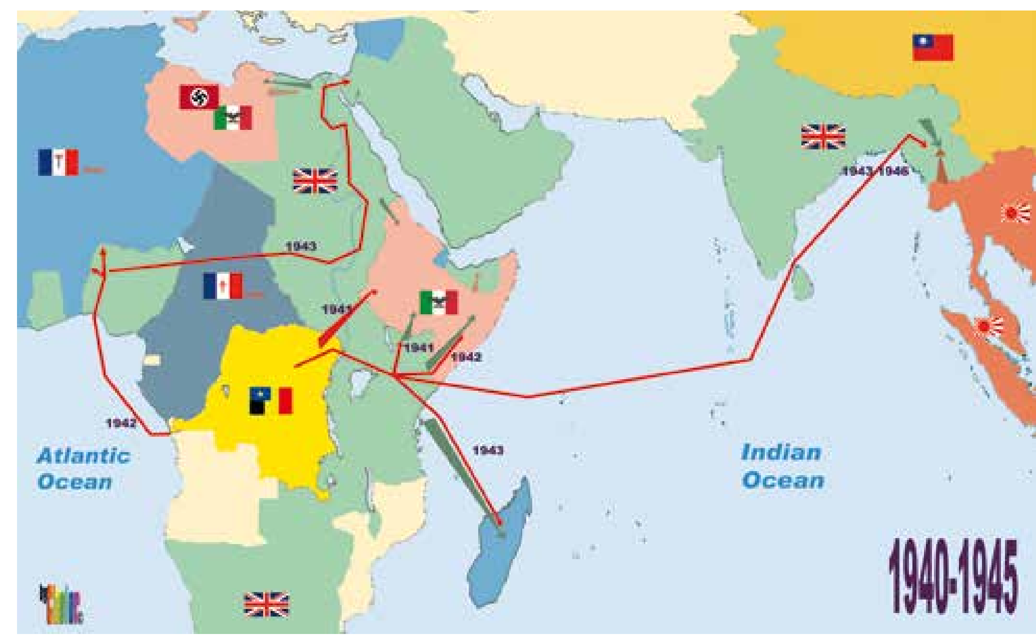
Le "putsch de Stanleyville" du 15 novembre fut suivi le 21 novembre de l'annonce que la Belgique se considérait en état de guerre avec l'Italie, pour cause d'utilisation d'aéroports belges pour bombarder l'Angleterre et la destruction du cargo belge Kabalo par un sous-marin italien. La FP se trouvera progressivement engagée sur plusieurs fronts, comme la carte ci-contre le résume on ne peut mieux.

La campagne d'Abyssinie (janvier 41 à février 42)

Les Britanniques du Soudan prévoyant une action contre l'Ethiopie Italienne où se trouvaient quelques 250.000 hommes aux ordres du duc d'Aoste, des contacts furent établis à Khartoum par un officier mandaté par la FP, le Cdt Emile



Revue du Diocèse aux Forces armées, n°121, distinctions honorifiques du Padre Coussée, Abyssinie, Nigérie et Birmanie



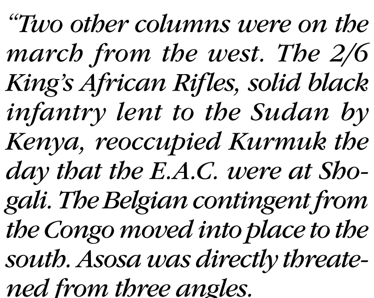
Janssens. En janvier, la décision est prise d'envoyer au Soudan une compagnie (BCS 1) puis un bataillon (BCS 2) des Troupes du Nord-est afin de protéger la route du Cap au Caire, principale voie d'approvisionnement des alliés entre l'Abyssinie et la Lybie, sous contrôle italien. Le transport est assuré par route et barges sur le Nil vers Malakal au Soudan. Début mars, le 11ème bataillon participe avec deux bataillons britanniques venant du nord et du sud à l'attaque du poste d'Asosa (à 2000 m d'altitude, depuis les marais soudanais) que les Belges occupent par des chemins muletiers, à la faveur du combat de Mahdi. L'ordre est donné de participer à l'attaque de Gambela, distant de 900 km au sud, que la FP occupe le 23 mars. Les poussées des troupes britanniques du nord (général Platt) et du sud (général Cunningham) risquaient de faire refluer les Italiens vers Gambela, confié à la FP, car la saison des pluies allait isoler tout le secteur pendant des mois. En avril, les 5e et 6e bataillons, trois batteries d'artillerie, une compagnie cycliste et une compagnie de pionniers-pontonniers vinrent en renfort. Mission est donnée de tenir Gambela et de rechercher le contact sur l'axe Saio-Gimbi. A partir du 12 avril, de nombreux combats sur la rivière Bortai avec replis et contre-attaques aboutissent le 3 juillet à la prise de Saio et à la reddition de 9 généraux, 370 officiers, 2574 militaires italiens et 1533 militaires indigènes. La FP s'empare en sus d'un important butin (20 canons, 197 mitrailleuses, 7.600 fusils, 2.000.000 de cartouches, 20 tonnes de matériels TSF, 250 camions).

Dès le 21 juillet 1941, l'Abyssinie est libérée de la présence de toutes les troupes étrangères, le pays étant replacé sous l'autorité de l'empereur Hailé Sélassié. Le retour des troupes, du charroi et du butin de guerre s'organisa en 3 convois, par le Nil (25 juillet au 16 octobre 1941) et par route (décembre à février 42).

Le 1er mars, les 5.500 Européens et Congolais étaient rentrés au pays. La contribution de la FP est parfaitement résumée dans The Abyssinian Campaigns et dans la presse anglaise de l'époque.



Officier de l'ordre de l'étoile africaine

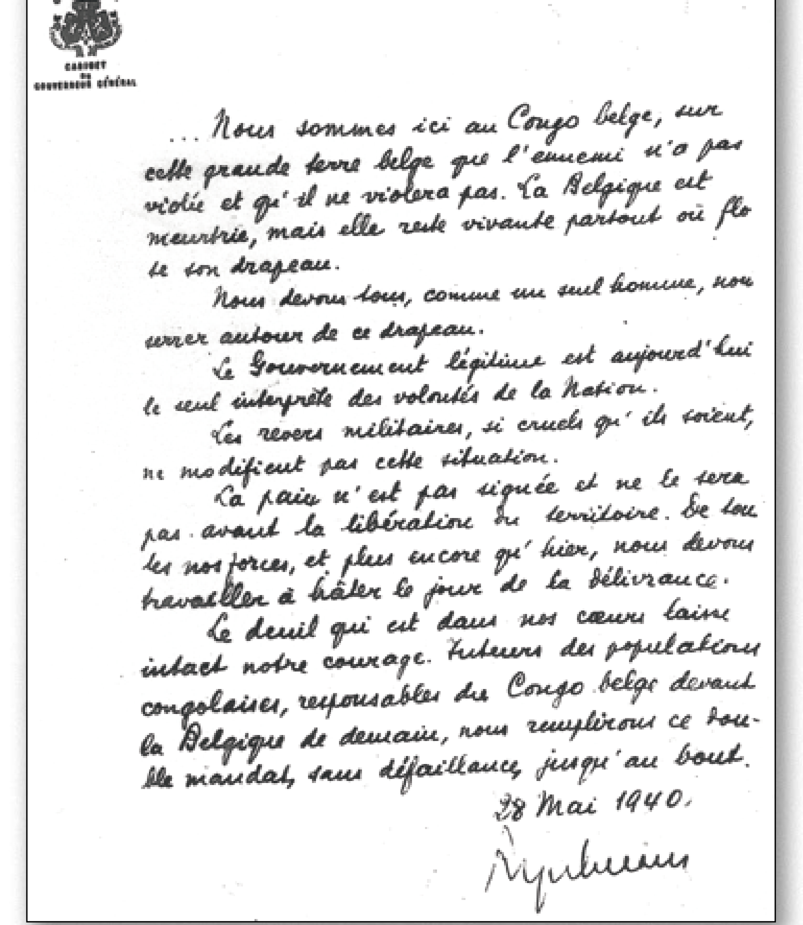


"Two other columns were on the march from the west. The 2/6 King's African Rifles, solid black infantry lent to the Sudan by Kenya, reoccupied Kurmuk the day that the E.A.C. were at Shogali. The Belgian contingent from the Congo moved into place to the south. Asosa was directly threatened from three angles.

To defend the chief town of the gold lands of Beni Shangul the Italian commander of the 10th Brigade put a force of about 1.500 men, with a battery of mountain artillery, on the sharp ridge of the Afodu escarpment to the north. His banda protected the western approaches. To no avail.

The Eastern Arab Corps outmanoeuvred, mangled and dispersed this force on 9th March by a clever flank attack across the ridge and an ambush in their rear, and two days later the Belgians were in Asosa. What remained of the 10th Brigade fled across the Dabus River or deserted. Within a fortnight the 2/6 K.A.R. had been switched to Gambela in the Baro salient to the south, and had recaptured Britain's old trading post in Abyssinia.

On this line of the Dabus and Gambela the forces of the Sudan stood like an anvil until the hammer of Major-général Wetherall's advance struck across Galla-Sidamo from Addis through Jimma and Nakamti and broke Gazzera's army to pieces. The 2/6 K.A.R. garrisoned Beni Shangul, the Belgian Brigade Gambela; it was to these that the Italian commander, Général Gazzera, surrendered. So ended General Cunningham's campaign, in which over 30 Italian generals, 42 tanks and armoured cars, and 403 guns had



CONGO BELGE
CABINET DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL

... Nous sommes ici au Congo belge, sur
cette grande terre belge que l'ennemi n'a pas
violée et qu'il ne violera pas. La Belgique est
meurtrie, mais elle reste vivante partout où flo
te son drapeau.
Nous devons tous, comme un seul homme, nou
serrer autour de ce drapeau.
Le Gouvernement légitime est aujourd'hui
le seul interprète des volontés de la Nation.
Les revers militaires, si cruels qu'ils soient,
ne modifient pas cette situation.
La paix n'est pas signée et ne le sera
pas avant la libération du territoire. De tou
tes nos forces, et plus encore qu'hier, nous devons
travailler à hâter le jour de la délivrance.
Le deuil qui est dans nos cœurs laisse
intact notre courage. Tuteurs des populations
congolaises, responsables du Congo belge devant
la Belgique de demain, nous remplirons ce fou-
lle mandat, sans défaillance, jusqu'au bout.
28 Mai 1940.

Proclamation du Gouverneur général Ryckmans, le 28 mai 1940



1940. Le Brigadier Bikili à Gambela en Ethiopie à la garde des prisonniers italiens (FB)

been captured, and an army of 170.000 men had been put out of action by a force not one-third as numerous."

In the broad conception which Gen. Sir Archibald P. Wavell, the chief of the British Middle East Command, had of the campaign, the Belgians were the anvil and assorted Scot, South African, Gold Coast, Nigerian and Ethiopian "patriotic" troops were the hammers. <In the "London Gazette" of tuesday, the 9th of July 1946 : A Dispatch was submitted to the Secretary of State for War on the 21st May 1942 by General Sir Archibald Wavell, to cover reports by Lt-Gen. W. Platt and Lt Gen. A.G. Cunningham concerning Belgian Troops. (p. 3530, 3551/3552).


Croix de guerre avec palme



Médaille africaine de la guerre ABYSSINIE



Médaille de la guerre Nigerie, Moyen-Orient



Médaille de la guerre Moyen-Orient, Madagascar, Birmanie

Corps expéditionnaire au Nigéria et transfert au Moyen-Orient

Bientôt une autre brigade, la 1re, allait quitter la colonie pour la Nigérie afin de garder la voie stratégique Lagos-Fort Lamy-Le Caire, et d'en écarter toute menace. Fin 1941, les accords Darlan-Warlimont signés à Paris autorisent l'utilisation par les Allemands des bases aériennes et navales françaises en AOF. Dès le 22 juillet 1942 les 13.000 hommes du corps expéditionnaire congolais sont transportés par mer de Matadi à Lagos afin de participer à l'attaque du Dahomey, fidèle à Vichy. Les Américains débarquent à Alger en novembre 42. Pris dans l'étreinte de la quadruple force, américaine, britannique, belge et gaulliste, les vichystes d'Afrique capitulent. Etienne Taupe qui participa à la Campagne en Abyssinie et au transfert du charroi de Nigérie vers le Moyen-Orient décrit avec réalisme les difficultés rencontrées ainsi que le courage et l'endurance des porteurs militaires, indispensables lors de guérillas de brousse, opérant davantage sur les pistes que sur les voies carrossables. En février 1943, les Britanniques souhaitent utiliser cette brigade au Moyen-Orient.

Les troupes sans charroi ni gros matériel sont transportées par deux navires de Lagos à Suez, par le cap de Bonne Espérance. Voyage pénible, 27 décès en mer, 75 débarqués à Aden, arrivés à Suez le 27 avril, 200 hommes sont hospitalisés. Le charroi effectue le déplacement par voie de terre. 850 véhicules et 2000 hommes parcourent en deux mois près de 6000 km, de Zaria (Nigérie) jusqu'au Caire, par des pistes à peine connues. La 1re colonne quitta Zaria le 18 mars et la 17e arriva au Caire le 20 juillet. Seulement 5% de pertes. Ce fût un authentique exploit.

Baptisée temporairement 1ère Brigade motorisée coloniale belge (BMCB) et basée aux abords du canal de Suez, la FP y entame le "garrison duty" auquel on voulait la destiner : la garde des prisonniers et la surveillance des dépôts. L'Egypte était un immense réservoir pour les troupes d'Alexander et de Montgomery. En plein désert des centaines de km regroupaient des camps d'entrainement, des hôpitaux et de gigantesques dépôts reliés au canal de Suez par des routes et des voies ferrées. Une protection militaire était requise face aux pillards et aux bandes armées. L'action de nos troupes réduisit de 90 % le chiffre des vols quotidiens commis par les pillards dans les dépôts des armées combattantes.

Cela dit, cette peu glorieuse activité provoqua un mécontentement proche de la révolte et leur transfert fut décidé sur la côte palestinienne, à hauteur de Jérusalem. De nombreuses missions d'approvisionnement, de poses de champs de mines, de construction et d'entrainement, s'y enchaînèrent.

Pour estompée qu'elle fût, l'action de la FP fut pertinente.

Le gouvernement belge refusa toutefois l'utilisation des troupes congolaises sur le théâtre européen. Du reste les Anglais y étaient opposés, au vu de l'insuffisance du cadre européen. Le 22 septembre 1944, le retour au Congo s'organisa : 3 contingents par la Méditerranée et l'Atlantique et 1 par la Mer Rouge et l'Océan Indien. Le dernier rentra au Congo en janvier 1945.

Sur le front intérieur, l'effort de guerre eut quelque conséquence. Notamment à Elisabethville, le 9 décembre 1941, la répression d'une grève à l'Union Minière engendra de nombreux morts et blessés. Conséquence d'un encadrement réduit, une mutinerie éclata au 14e bataillon de Luluabourg. Initialement non violente, elle dégénéra lorsqu'un adjudant venu au camp pour distribuer des vivres est abattu par un gradé surexcité. Deux groupes s'égaillèrent dans la nature mais furent rapidement repris et passés en justice.

Quelques autres actions méritent d'être soulignées, à savoir :

- l'Hôpital belge de campagne du Colonel Thomas. Le 12 août 1940, afin d'aider les Britanniques, le service médical de la Colonie envoie au Soudan un hôpital mobile sous les ordres du major Thomas, médecin provincial à Léopoldville. Cet hôpital, desservi par 23 Belges, 4 Britanniques et 368 Congolais, baptisé par les Britanniques : "10th Casualty Clearing Station", est mis à la disposition des Forces britanniques, en Abyssinie et dans les Somalies de janvier 1941 à août 1942, à Madagascar, de septembre 1942 à mai 1943, en Birmanie de novembre 1943 à janvier 1946.



Les mitrailleurs de Philippe Brousmiche, mis brièvement en quarantaine, autour d'Abyssinie

- le rôle important des aumôniers militaires

Relevons quelques hauts faits : le Padre Van Hoef, à Asosa, ramène avec son escorte une patrouille ennemie en train de se désaltérer ; le Padre Dujardin ramène sur son dos l'aspirant Dorgeo abattu à bout portant par un adversaire invisible ; le Padre Bruls s'infiltre audacieusement dans les lignes ennemies pour porter secours à l'adjudant Stouffs; le Padre Jans, aumônier brancardier volontaire en 1914 en Belgique puis affecté à la Garde du Rhin à l'armistice, nommé curé de la cathédrale de Coquilhathville en 1926, puis engagé volontaire en 1940, participe aux campagnes de 1941 à 1945. Plusieurs dizaines de "Padre" apportèrent leur précieux concours aux cadres de la FP.

Ce conflit mondial avait obtenu du Congo une réponse magistrale face aux multiples demandes tant humaines et commerciales que militaires. Une souscription au Congo permit la remise d'un chèque de 250 millions de francs (44 millions de livres) représentant la valeur de 50 Spitfire destinés à nos pilotes incorporés à la R.A.F. Citations à l'ordre du Jour de la FP et nombreuses décorations vinrent confirmer et reconnaître la grande efficacité de la FP, dans des conditions souvent héroïques. Que le propo d'André Scohy, daté du 1er mars 1945, serve ici de conclusion : "Il ne faut pas que les 750 morts des trois campagnes de la Force Publique aient fait en vain le sacrifice suprême. Ni ceux tombés dans le choc des combats, ni ceux qui souffrirent pendant des mois sur des grabats d'hôpitaux. Ils méritent plus que notre respect et que notre souvenir : ils méritent de commémorer aux yeux des nations étrangères le long et obscur effort qu'accomplit le Congo à chacune des étapes de la guerre. Il faut que, le cas échéant, nos droits dans la victoire soient appuyés par la voix des morts eux-mêmes."

■ Jean-Marie Brousmiche

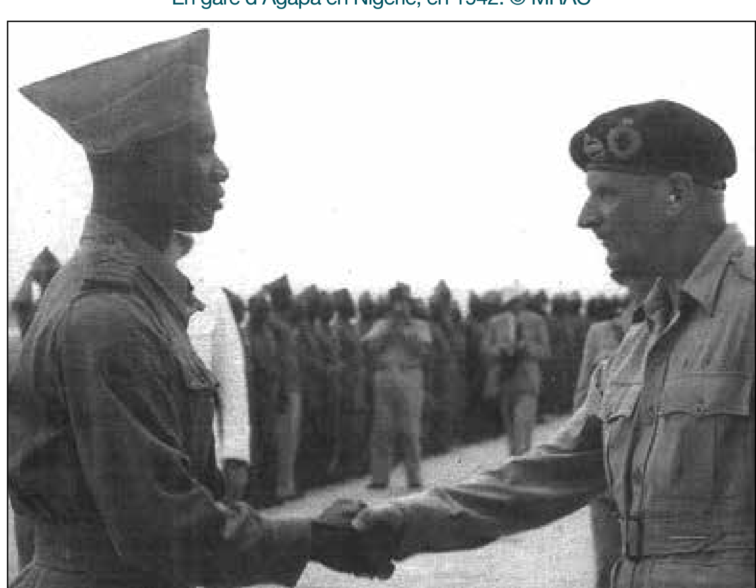
Photos des médailles
Collection Ph. Jacquij



Détachement de la FP défilant à Bruxelles lors du centenaire de la Belgique. © MRAC



En gare d'Agapa en Nigérie, en 1942. © MRAC



Le Maréchal Montgomery saluant un ancien de l'hôpital Thomas, en 1947. © MRAC



Médaille de la victoire avec médaille en or





Africa Star, Burma Star britannique

Médaille de l'effort de guerre colonial



Chevalier Ordre du Lion avec palmes

Bibliographie de référence :

- Bavarelli, G., *Le Dernier rempart de l'Esclavage "l'Abyssinie"*, Université Rome
- Brousmiche, P., *Bortaï*

Brul, J., *Vers les Hauts Plateaux d'Abyssinie),*

- Bulletin Militaire, *De Nigérie en Egypte*, Kalina
- Delhaigne, G., *La guerre dans les hautes herbes*
- Fonck, W., *La Guerre Totale au Congo*
- Janssens, E., *J'étais le Général Janssens*
- Kestergat, J., *Quand le Zaïre s'appelait Congo*
- La conquête d'un Empire, *Le Congo en guerre, Champion de la Belgique*, Denuit
- Les Aumôniers-Brancardiers de la FP, *Regards et Rencontres, Om en Rondom*
- Musée royal de l'Armée, *Lisolo ya Bisu*
- Nunneley, J., *Tales from the King African Rifles*
- Ryckmans, P., *Messages de Guerre*

Taupe, E., *Congo Belge ? "Connais pas" !*

- *The Abyssinian Campaigns – The official story of the conquest of Italian East Africa*, His Majesty stationery office, London,1942
- Werbrouck, *La Campagne des Troupes Coloniales Belges en Abyssinie*

Opération périlleuse sur Matadi

En juin 1957, le ministère belge de la Défense nationale contacte la firme Sabca/Fairey de Gosselies pour étudier l'adaptation du système d'appui-feu français sur une vingtaine d'avions d'entraînement Harvard T-6 de Kamina Base (BAKA). Les monomoteurs T-6G Texan de l'Armée de l'Air Française ont subi d'importantes modifications dont le placement d'un poste radio SCR 300 pour les liaisons Air-Sol et un renfort de plaques de blindage qui protègent l'habitacle, le moteur et le réservoir.

Les Harvard armés de la Force Aérienne Belge forment quatre flights de quatre appareils qui participent aux opérations de maintien et de rétablissement de l'ordre public avant l'indépendance, notamment dans le Bas-Congo. Ils reçoivent des modifications moins onéreuses, qui se limitent à l'installation du système d'armement sous les ailes. Il comporte six rails pour roquettes Type 10, deux lance-bombes Alcan type 261, deux containers Samm 410 avec chacun deux mitrailleuses MAC 52 de 7,5 mm d'une capacité de 300 coups et l'installation d'un viseur de tirs SFOM. Ce système d'armement est testé sur le champ de tir de BAKA, mais il n'est pas employé lors des opérations MROP (jargon militaire pour Maintien et Rétablissement de l'Ordre public).

Le bataillon AA, cantonné au camp Redjaf, compte 357 hommes. Il dispose de huit canons Bofors 40 mm, de seize canons Oerlikon 20 mm, de canons de 75 mm sans recul et d'armes automatiques. Les mutins mettent leur artillerie anti-aérienne en position sur les collines qui entourent le port de Matadi, situé sur la rive gauche du fleuve Congo. Ils agissent comme ils le font d'habitude lors des manœuvres annuelles ou en cas d'alerte simulée contre une agression navale ou aérienne dans le Bas-fleuve. Le général-major Roger Gheysen, commandant en chef des Forces métropolitaines (Cométro), ne l'ignore pas lorsqu'il ordonne le 10 juillet 1960 au soir l'exécution de l'opération Mangrove.

Quelques jours après l'indépendance éclate la mutinerie de la Force Publique (FP). A Matadi, les artilleurs du bataillon Anti-Aérien (AA) se mutinent le 8 juillet 1960 et commettent des exactions. La population européenne se réfugie à bord des navires de la CMB amarrés au quai et les activités du port sont bloquées.

Le but de cette opération est de désarmer les mutins du Bas-Fleuve. Il est impératif de remettre en marche les installations des ports de Matadi et Boma dont la garnison s'est également mutinée. La capitale du Congo risque l'asphyxie. Les commandos belges agiront sur Boma. Le commandement du Task Group Naval est confié au capitaine de vaisseau Petitjean. L'Etat-major opérationnel de Cométro a prévu d'appuyer le débarquement de troupes belges à Matadi par l'appui aérien de quatre Harvard T-6/4KA, munis d'un système d'armement sous les ailes. Le commandant local Air de Kitona en est averti par radio à minuit et demi. Il confie la mission au capitaine D'herdt qui commande le Flight Appui-Feu (FAF) de la base de Kitona (Baki). Issu de la chasse, il est un pilote téméraire. Il reçoit l'ordre d'effectuer des vols d'intimidation sur les ports de Boma et de Matadi dès le déclenchement de l'attaque des troupes belges. Le QG de Cométro à Léopoldville précise que les survols doivent avoir lieu en vol horizontal et à bonne hauteur, « sans exécuter de simulacres d'attaques». L'ordre de mission précise que les pilotes des T-6/4KA ne peuvent pas faire usage de leurs roquettes, même en cas de nécessité.

Le feu vert pour l'opération Mangrove est envoyé au port maritime de Banane par le QG/Cométro, le Task Group Naval du capitaine de vaisseau Petitjean lâche ses amarres. Le 11 juillet 1960 à 2h15 du matin, il remonte le fleuve Congo vers Matadi avec une compagnie de marche des Chasseurs Ardennais et une demi-compagnie de marche du 12e de Ligne. En début de matinée,



Canon de DCA Bofor de 40 mm en batterie à Matadi avec son équipe d'artilleurs (collection Sonck)

les appareils du FAF de Kitona décollent de Baki et survolent le fleuve vers leur objectif. Un des appareils passe au-dessus de Boma, où les commandos belges ont désarmé les mutins de la FP. La veille de l'opération, les soldats congolais mutinés ont menacé sur le réseau radio de l'Armée nationale congolaise (ANC) de tirer sur tout avion volant bas.

Les Harvard apparaissent dans le ciel de Matadi à 9h56 et l'adjudant Ingila, remplaçant le major Pyro comme commandant de la place, alerte immédiatement par radio le QG africanisé de la FP à Léopoldville. En l'absence du colonel Mobutu, parti à Coquilhatville, le major Kiembe, promu depuis peu adjoint du chef d'Etat-major, hésite à donner l'autorisation d'abattre les avions qui tournent au-dessus du port. Il contacte Louis de Gonzague Bobozo, un adjudant médaillé 40-45 promu commandant du camp Hardy de Thysville. Ce vieux soldat organise une colonne pour aller au secours de son collègue l'adjudant Ingila.

Le Task Group Naval parvient à Matadi à 10h45 et le débarquement des troupes belges commence. Les fusiliers marins prennent position dans le port et des échanges de tirs ont lieu avec la Police. Le paquebot Thysville chargé de réfugiés est resté sur place jusqu'à l'arrivée du Task Group. Son commandant reçoit l'ordre de lâcher les amarres et de descendre le fleuve Congo vers la haute mer. Les Chasseurs Ardennais se dirigent vers le camp Redjaf et les hommes du 12e de Ligne ont pour objectif le camp de gendarmerie.

Les policiers et les soldats mutinés opposent une forte résistance à la progression des troupes belges. A 10h50, les servants des pièces de DCA installées sur les hauteurs à Fuka Fuka, à Kala Kala et à la pointe Léopold II, ouvrent le feu sur l'Algérine Lecointe et sur les avions.
La position de Fuka Fuka est rapidement réduite au silence par les canons de l'Algérine De Moor. Le navire répond aux tirs avec son artillerie de bord et prend à partie chaque batterie anti-aérienne pour en disperser les servants.

Pendant ce temps, les troupes métropolitaines font mouvement vers les camps militaires où se sont retranchés les militaires congolais mutinés. Vers 14h00, le 12e de Ligne demande un appui d'artillerie. L'Algérine Dufour est incapable de le lui fournir et s'adresse à l'aviation. Suite à l'absence de poste de radio SCR 300 de liaisons Air-Sol, toutes les communications entre les pilotes et les navires doivent passer par Baki, en contact permanent avec le QG/Cométro. Le commandant local Air de Kitona est averti et autorise l'attaque du camp de gendarmerie à la mitrailleuse.

Les Harvard du FAF, confiés à des pilotes expérimentés, issus de la chasse ou des chasseurs-bombardiers, sont des cibles de choix pour l'artillerie des mutins placée sur les hauteurs entourant le port. Le capitaine D'herdt et le sergent De Pijpere essuient le feu d'une DCA nourrie. Malgré les tirs, le chef de flight entraîne son ailier d'une manière audacieuse au-dessus d'une position de canons anti-aériens en batterie sur une colline

Celle-ci est effectuée par un Harvard qui subit une riposte violente. Afin d'assurer une présence continue d'avions d'appui sur le port de Matadi, le capitaine D'herdt ordonne au lieutenant Carpentier de Changy et au sergent De Brouwer de retourner à Baki avec leur appareil pour faire le plein de munitions et de carburant.

Pendant que deux monomoteurs T-6/4KA poursuivent leur ronde au-dessus de la ville, de furieux combats se déroulent au sol.
Peu après, les appareils du lieutenant Carpentier de Changy et du sergent De Brouwer reviennent de Kitona pour relever leurs camarades dont la réserve de carburant diminue. Le capitaine D'herdt et son ailier retournent à la base de Kitona pour faire le plein.
Soudain, le Harvard du sergent De Pijpere est touché par des éclats d'obus. Il signale par radio que son moteur a des ennuis et qu'il perd de l'altitude. Son appareil est déjà trop bas pour qu'il puisse tenter un saut en parachute. Pendant que le capitaine D'herdt continue de voler vers Kitona, le sergent De Pijpere cherche d'atteindre l'aérodrome de Matadi-Tshimpi. Il est situé au sommet d'une colline sur l'autre rive du fleuve. Il perd de l'altitude et doit se poser dans la savane à quelques dizaines de mètres de la piste. Le choc est violent et un début d'incendie se déclare. Heureusement, le pilote réussit à s'extraire du Harvard assez rapidement, malgré une forte douleur dorsale et une blessure à la jambe.

Alertés par l'appel radio, le lieutenant Carpentier de Changy et son ailier, le sergent De Brouwer survolent la rive



Vue sur l'armement (Eric Bouzin)

droite sans apercevoir l'épave du Harvard, peu visible dans les hautes herbes. Guy De Pijpere s'en rend compte et retourne à l'appareil pour chercher son pistolet lance-fusées. Le pilote De Brouwer aperçoit une fusée rouge dans le ciel et en informe par radio le lieutenant Carpentier de Changy du Harvard H210. Son leader croit que cette fusée provient de la tour de contrôle de Matadi-Tshimpi. A ce moment, le sergent De Pijpere tire une fusée verte. Le sergent De Brouwer en informe le lieutenant de Changy et décide de sa propre initiative d'aller survoler l'endroit d'où sont parties les fusées. Il quitte la formation et repère le pilote rescapé près de l'épave du Harvard H202. Il signale la position du crash au lieutenant Carpentier de Changy et tourne au-dessus de l'appareil, puis il bat des ailes pour faire comprendre à Guy De Pijpere qu'il doit rejoindre la piste de l'aérodrome de Matadi-Tshimpi, cachée par une hauteur.

Le leader renvoie le sergent De Brouwer vers Kitona pour lui éviter de subir le feu de la DCA et survole l'aérogare bondée de mutins. Il s'aperçoit qu'un groupe de soldats se dirige vers le lieu du crash à travers la piste d'atterrissage. Le sergent De Pijpere risque de passer un mauvais quart d'heure. L'officier les survole en rase-mottes et les effraie par une manoeuvre téméraire. Les mutins regagnent l'aérogare dans une fuite éperdue. Pendant ce temps, l'audacieux aviateur effectue un atterrissage en douceur sur la plaine d'aviation pour y prendre Guy De Pijpere. Le pilote rescapé est guidé par le bruit du moteur et se presse vers la piste d'aviation, progressant à travers les hautes herbes pour ne pas être aperçu de l'aérogare. Soudain, il se rend compte que le pilote remet les gaz pour reprendre ses recherches du haut du ciel. Il se précipite sur la piste d'atterrissage en battant des bras. Baudouin Carpentier de Changy stoppe son appareil et aide son camarade à prendre place dans le cockpit, puis il redécolle avant l'arrivée des soldats congolais.

Le leader s'aperçoit qu'un groupe de soldats se dirige vers le lieu du crash à travers la piste d'atterrissage. Le sergent De Pijpere risque de passer un mauvais quart d'heure.

Ils sont accueillis à Baki dans la joie que l'on devine par le commandant local Air de Kitona. Le sergent De Pijpere est immédiatement évacué par avion vers la Belgique. Lors de cette opération, les Harvard T-6/4KA des Flights d'Appui Feu de Baka démontrent qu'ils sont des appareils vulnérables. Le manque de blindage et l'absence d'un poste de radio SCR 300 réduisent leur efficacité. Le flight d'appui-feu basé à Kitona est réduit à trois appareils plus ou moins endommagés par les tirs de DCA.

L'opération Mangrove est un échec, car les troupes métropolitaines sont freinées dans leur progression par une résistance acharnée. Aucune unité n'a atteint son objectif et la nuit va tomber. Le capitaine de vaisseau Petitjean, commandant du Task Group, décide d'abandonner l'opération avec l'accord du QG/Cométro. Un message radio lui annonce que des renforts de troupes mutinées descendent de Thysville vers Matadi. Il donne l'ordre aux troupes belges de regagner les navires qui descendent le fleuve Congo vers Banane.

■ Jean-Pierre Sonck



L'épave du Harvard H-202 est inspectée par des civils congolais (collection Sonck)



Décolage d'un Harvard armé (collection Brackx)



Patrouille de Harvard armés de roquettes (collection Brackx)

Sources :
Entretien avec Guy De Pijpere
Récit du Général De Brouwer in Bulletin des Vieilles Tiges
Sonck, J.-P. et et Brackx, D., *L'appui-feu de Baka*
Vanderstraeten, L.F., *Histoire d'une mutinerie-Juillet 1960*

Festival Ishango milele

L'histoire de l'os d'Ishango fut présentée dans notre revue 36 de décembre 2015. Pascal Noël s'est fortement intéressé à cette découverte et désire promouvoir l'idée de "partager ce savoir et les sciences qui en découlent afin de créer une paix durable entre les peuples".

Nous ne pouvons qu'encourager une telle initiative et ne manquerons pas de vous informer sur l'évolution de ce projet. Un programme de rencontres, de conférences et de festivités a été établi sur trois ans. Nous vous en livrons ci-après les premiers événements.

01 octobre 2016
Association Petits Débrouillards – 20 ans.
Réseau d'éducation populaire à la science et par les sciences. Un stand ISHANGO MILELE participe aux activités pour les "20 ans" des Petits Débrouillards. Présentation du programme et animations musicales. Voir : www.petitsdebrouillards.org.

Octobre
ISHANGO MILELE Night
Date et lieu seront communiqués ultérieurement. Présentation des objectifs du programme Ishango Milele. Dîner – Concert, soirée "Charity Business" afin de récolter des fonds pour le développement du programme ISHANGO MILELE. Inscription par virement sur le compte de Ishango Milele BE71 6511 4976 4669.

20 au 25 octobre
FLACS festival au Théâtre VARIA (Festival des lettres francophones, des Arts et des Cultures du Sud).
Participation dans l'organisation par une programmation artistique dont Geoffrey ORYEMA (Ambassadeur Ishango Milele). Ateliers scientifiques pour enfants avec notre partenaire "Les Petits Débrouillards".

Pour toute information complémentaire, veuillez consulter le site : www.ishango-milele.com

20-30 novembre
Auderghem
Centre Culturel.
Création d'un Spectacle-Concert de Geoffrey ORYEMA avec Zénon KASANZI et le Chœur Africain KARAVAN. Les 10 jours de résidence pour la création seront suivis d'une journée ISHANGO MILELE avec la première représentation de cette création au public + 2 prestations pour les écoles avec La Région Bruxelloise, INNOVIRIS, les Petits Débrouillards, TI SUKA et les Jeunesses Musicales.

Avec le soutien du Cabinet de Mme la Ministre Fadila Laanan, la Région Bruxelloise, la ville d'Auderghem, les Petits Débrouillards et TI SUKA.

Création d'un Concert-Spectacle avec Zénon KASANZI et sa formation LENKE sur les thèmes : Eau – Feu - Énergie.
Cette création est destinée à sensibiliser les enfants du dernier cycle primaire et premier cycle secondaire aux sciences.



Esquisse de l'éducation au Congo 5
Deuxième république (1965-1997)

Quand Mobutu prend le pouvoir au matin du 24 novembre 1965, le peuple sortant enfin d'une longue période de sécessions et de rébellions et aspirant à une paix réparatrice et à un retour à l'unité du pays se réveille dans la bonne humeur. Malgré son peu d'expérience politique, il éprouve cependant deux sentiments contrastés, celui de l'espoir en un bonheur retrouvé et celui de la crainte de voir l'armée imposer sa loi. La confiance finit par l'emporter jusqu'à la première grande alerte donnée par les pendus de la Pentecôte.

Mobutu voguant sur la vague du succès, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, se met à caresser des rêves de grandeur pour son pays. C'est ainsi qu'il fixera pour l'éducation un objectif de scolarisation intégrale pour les écoliers en âge d'école primaire pour 1980.

Cela aurait pu être le plus généreux de ses rêves, si dans le même temps il n'avait pas omis de dégager le budget nécessaire à la réalisation de l'ambitieux objectif, et pire encore si une telle extension de la capacité d'enseigner était techniquement réalisable, en termes d'enseignants et de lieux éducatifs, et enfin si obnubilé par le parti unique il n'avait pas infiltré progressivement l'ensemble de l'appareil éducatif pour mieux l'assujettir. Loin d'atteindre l'objectif 80, la scolarisation n'atteindra pas le seuil des 50´% (loin en-dessous du celui de 1960 qui avoisinait les 80%). Taux fatidique qu'elle dépassera à peine trente ans plus tard. Non seulement le budget ne suivit pas l'accroissement de la population scolarisable, mais était en constant recul. Pas étonnant quand on sait par exemple que la présidence en 1977 absorbait à elle seule 17 % de celui-ci.

Mais le recul du budget n'explique pas tout. Il y eut de la part du régime, surtout après 1970, année où Mobutu est élu président de la République, un certain nombre de fautes majeures, telle celle de la politique d'authenticité radicale, qui en voulant balayer les séquelles de la colonisation gomma aussi certaines de ses valeurs dont le respect de la liberté, telle la nationalisation de l'enseignement qui découragea les missionnaires qui assuraient plus de 80% de l'effort éducatif, telle encore sur un plan économique, mais qui ne fut pas sans effet sur le plan éducatif, la zaïrianisation des entreprises plongeant le pays dans une crise socioéconomique, aggravée de surcroît par la crise pétrolière mondiale.

La politique d'authenticité radicale, en voulant balayer les séquelles de la colonisation, gomma aussi certaines de ses valeurs dont le respect de la liberté. La nationalisation de l'enseignement découragea les missionnaires qui assuraient plus de 80% de l'effort éducatif.

Certes les grand-messes pour l'éducation à la Nsele, dans les années septante, réunissant les cadres de tout le pays, partaient d'une bonne intention. On y frôla même une réforme profonde du système éducatif pour enfin l'adapter à l'Afrique centrale, pour revenir assez vite à la tradition remontant au Congo belge.

On remarquera que, soixante ans après l'indépendance, le système congolais est toujours la copie fidèle de celui de l'ancienne métropole.
C'est une constante en éducation au Congo, sans doute parce que le secteur se situe au centre de toutes les préoccupations dans tous les secteurs de la vie productive, la conscience des erreurs est vive et l'imagination créatrice toujours prête à préconiser des remèdes (la Conférence nationale souveraine sera dans cette optique le moment le plus fort de l'histoire du Congo indépendant), mais sans véritable concrétisation, les obstacles décourageant rapidement les bonnes volontés. Ainsi la situation insatisfaisante perdure, de génération en génération. Les gouvernements passent, le sous-enseignement reste.

Cela dit, force est de reconnaitre que quelques mesures salutaires furent prises, qui témoignent de la volonté des responsables politiques de corriger les erreurs et les dévia-


Vente d'uniformes scolaires dans une rue de Matadi

tions, et de promouvoir une éducation saine, pertinente et productive.
La problématique de la période est traitée par matière.

● Dans la course à l'enseignement les écoles normales partent perdantes. En 1960, l'effectif scolaire dans sa totalité (primaire, secondaire et supérieur) était de 1.682.195 unités, en 1975 il est déjà de 3.410.634 unités. Autres nombres significatifs du boum scolaire : en 1967 l'inspection homologue 2.272 diplômes d'humanités et 463 étudiants décrochent en 1968 un diplôme d'enseignement supérieur, dont 314 à l'université, 142 à l'ISP et 7 à l'IST, alors qu'en 1986 ils seront 38.137 à obtenir le diplôme à l'Examen d'Etat (bac) et 3.263 au supérieur Au niveau supérieur, les bourses de doctorat en pédagogie se multiplient, en Europe et en Amérique du nord, aux fins de pourvoir l'université et les écoles supérieures en personnel enseignant. L'ouverture d'écoles normales supérieures (ancienne appellation), en charge de la formation des enseignants du secondaire inférieur (G3, pour trois années d'études post-secondaires), déjà créées durant la première république, se poursuit, avec l'ambition de disposer à terme d'au moins un institut supérieur pédagogique (nouvelle appellation) par province : Kananga et Kikwit en 1966 ; Mbandaka et Kisangani en 1967 ; Bunia et Mbuji-Mayi en 1968, Mbanza-Ngungu en 1972 ; Likasi en 1976 ; Wembo-Nyama en 1982 L'institut supérieur pédagogique technique est créé à Kinshasa en 1976. Les cycles longs en pédagogie (formation d'instituteurs - D6 ou humanités pédagogiques) se multiplient. Les cycles courts (D4 pour quatre années post-primaires) continuent à former le personnel enseignant des premières années du primaire. Mais la course à l'enseignement est telle que l'on retrouvera bien vite dans la majorité des CO (pour cycle d'orientation, soit les deux premières années du secondaire), principalement ceux de l'intérieur, des enseignants formés pour le primaire. La perte de qualité de l'enseignement est en marche.

● Il apparaitra bien vite que, le régime, dans sa course à l'objectif 80, privilégie la quantité à la qualité. Trois types de sous-qualification s'insinuent dans les écoles : la sous-qualification scientifique (l'enseignant maîtrise insuffisamment la science qu'il est sensé enseigner), la sous-qualification pédagogique (l'enseignant maîtrise insuffisamment la méthodologie de l'enseignement) et à mesure que le régime commence à lasser le peuple et que la politique salariale ne satisfait plus personne, la sous-qualification volontaire (l'enseignant ne s'investit plus dans son job.

L'Inspection ne tarde pas à se rendre compte que les meilleurs enseignants sont les promus de l'école coloniale. Mais ce groupe ne fera que diminuer et l'on peut construire une pyramide scolaire sur un nombre aussi restreint. De toute évidence la pyramide finira par vaciller sur ses bases. De plus le métier d'enseignant perd de son attractivité par l'incapacité de l'Etat d'assurer au corps enseignant un salaire décent. C'est ainsi que l'on observe dans les années septante que beaucoup de gradués, une fois le diplôme en poche, délaissent les estrades.



Collège de Gbadolite

Bien vite, le régime, privilégie la quantité à la qualité. Trois types de sous-qualification s'insinuent dans les écoles : la sous-qualification scientifique, la sous-qualification pédagogique et la sous-qualification volontaire (l'enseignant ne s'investit plus dans son job).

● On ne peut pas dire que le budget de l'Etat alloué à l'éducation est dérisoire. Il se maintient plutôt bien au début de la deuxième république. De 30% en 1960, il descend à 20% en 1970 (0,5% en 94 et 0,9% seulement en1996 !). Mais la masse salariale en absorbe 80% : 65% au primaire, 25% au secondaire, 10% au supérieur. Quand on sait que la qualité n'est plus au rendez-vous, en dehors de quelques louables établissements scolaires, portés à bout de bras par des missionnaires ou aux mains d'expatriés, force est de constater que le jeune Etat investit de plus en plus massivement dans la sous-qualification. Certes ni l'école ni les parents n'en portent la responsabilité. Le Père Ekwa, grand chantre de l'éducation de son pays jusqu'à son dernier souffle, n'hésita pas à donner pour titre à un de ses livres L'école trahie. Mais certains enseignants font preuve de peu de moralité, dans tous les sens du terme. Et certains parents ne comprennent pas toujours le sens de l'école moderne. C'est ainsi par exemple qu'à Kananga l'inspection, enquêtant sur la disparition mystérieuse des nouveaux bancs fournis par l'Etat à une école périphérique fut amenée à constater que c'étaient) les parents d'élèves eux-mêmes qui les avaient dérobés pour en faire ici un meuble domestique, là du charbon de bois.

● La réforme des programmes, amorcée en 1961, poursuit ses

travaux, mais sur un mode plus politique que pédagogique. Le retour à l'authenticité, telle que prônée par Mobutu à partir des années septante, aura un effet de stimulation sur les sous-commissions, surtout celle du français, de l'histoire, du civisme…Les ordonnances de 61-62 sur la réforme des programmes sont réactivées et complétées par les ordonnances de 82-83. Une commission nationale de la réforme est instituée (CNR), avec pour tâches de définir les finalités de chaque cycle, de spécifier les profils des enseignants, de fixer les plans d'études, de réaliser la décentralisation administrative ; mesure louable qui révèle que le régime mobutien veut placer le train de l'avenir sur de bons rails, mais les problèmes sont rapidement encommissionnés, avec les lenteurs que cela laisse supposer. Il n'est pas rare dans un régime qui se dit fort que les réformes se réduisent à une simple valse des étiquettes.

● La durée des cycles, héritée de la colonisation et entérinée par la réforme de l'enseignement sous la première république, reste inchangée malgré la velléité de quelques-uns de l'adapter aux réalités africaines : trois ans au maternel ; six ans au primaire ; deux ans pour les écoles artisanales, quatre ans pour les écoles professionnelles, six ans pour les humanités. Les maxima des effectifs sont fixés à 55 au primaire comme au secondaire, sauf pour les deux terminales des humanités où ils sont limités à 50, mais ces plafonds restent souvent théoriques.

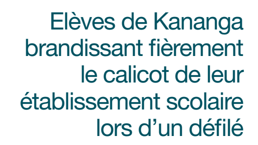
● La question de la langue d'enseignement, pendante au niveau primaire, est tranchée. Le colloque de Kananga sur l'enseignement en 1967 avait mis en évidence la nécessité de maintenir la pratique des langues nationales au primaire, et préconisé un passage progressif de la langue nationale vers le français, la première mieux indiquée pour l'apprentissage de la culture, la seconde de la communication nationale et internationale. Durant les deux premières primaires le français est simple matière d'enseignement, et encore sur le mode oral. A partir de la 3e primaire, le français devient la langue de l'enseignement. La question reste délicate dans la mesure où le risque existe d'un enseignement à deux vitesses, celle de la brousse où le français est mal enseigné et celle de la ville où le français est de rigueur dès la 1e primaire. L'école maternelle offre sans doute la meilleure opportunité pour assurer le passage entre la langue maternelle et la langue importée, mais il reste rare, a fortiori à la campagne. La loi-cadre de 1986 se borne dans son article 120 à fonder les deux langues d'enseignement, la langue nationale ou langue du milieu et le français, laissant aux gouvernants le soin de fixer les modalités d'utilisation. Dans la pratique, la problématique reste grande. Pour couper court à toute querelle, la CNS proposera en 92 le français comme unique langue de l'enseignement.

Les écoles complètement dépourvues de manuels se font de plus en plus nombreuses, même parmi les plus prestigieuses. Il est loin le temps où les manuels étaient remis gratuitement à chaque écolier et à chaque élève, dans un grand geste paternaliste.

● Les moyens d'enseignement (manuels et matériel didactique) ne connaissent qu'un progrès rudimentaire. Les manuels sont surtout le fait des centres de recherche pédagogique par les missionnaires (Scheutistes, Jésuites…), qui tiennent à équiper leurs classes des indispensables manuels et qui disposent généralement d'imprimeries. Mais l'effort n'est que peu récompensé dans la mesure où les parents perdent progressivement la capacité d'acheter des livres pour leurs enfants scolarisés, en sus de l'uniforme rendu obligatoire en 1972. Les écoles complètement dépourvues de manuels, fût-ce sous forme de prêt aux élèves, se font de plus en plus nombreuses, même parmi les plus prestigieuses. Il est loin le temps où les manuels étaient remis gratuitement à chaque écolier et à chaque élève, dans un grand geste paternaliste. Il est vrai que le budget du jeune Etat ne pouvait plus se le permettre. Mobutu lui-même n'hésita pas à rappeler que l'Etat-providence était mort.

● Sur ces entrefaites la valse des étiquettes continue, un régime qui se respecte doit imprimer sa marque sur tout. Toutes les appellations en usage dans le pays, y compris celle du pays lui-même et de son grand fleuve, se modifient l'une après l'autre, pas toujours à la satisfaction plus grand nombre. Mais un régime totalitaire n'en a cure. On ne peut passer ici sous silence les démêlés du régime avec l'église catholique, principal partenaire de l'effort éducatif zaïrois. Dans sa quête d'authenticité et de décolonisation mentale (71-73), Mobutu s'en prend aux prénoms chrétiens (dits étrangers), comme un peu plus tard dans la dénomination des écoles gérées par des chrétiens (jusqu'à y interdire le crucifix). Il impose aux grands séminaires une cel-




Elèves de Kananga brandissant fièrement le calicot de leur établissement scolaire lors d'un défilé

lule de la jeunesse du parti unique (JMPR). Mgr Malula a l'outrecuidance de contester le bien-fondé d'un retour à l'authenticité, prétextant que certaines pratiques anciennes sont incompatibles avec le progrès de l'humanité en matière de droits de l'homme et du peuple, et proposant un simple recours à l'authenticité. En représailles la radio nationale entame une campagne violente contre le prélat, et la petite guerre commence entre l'église catholique et le régime. Dix ans plus tard l'église admettra que l'idée d'authenticité portait en elle un germe de progrès et de prise de responsabilité pour le Congo. La querelle accélérera l'étatisation de l'enseignement, que le Père Ekwa n'hésite pas à qualifier de "grave et tragique". Il est un fait que tout ce qui subsista de bonne volonté et d'idéalisme chez les Catholiques en prit un coup, difficile à chiffrer. La rétrocession, entreprise au bout de quelques années, comme dans le secteur économique, n'en put effacer tous les effets néfastes. Les réseaux des premières heures se muèrent en système dit des écoles conventionnées, selon la convention signée entre l'église et l'Etat ; Ainsi l'on dénombra des écoles conventionnées catholiques (de loin les plus nombreuses), protestantes, kimbanguistes et sur le tard islamistes.

● En 1986, la loi-cadre règlementant l'enseignement national (fondé 25 ans plus tôt) est enfin promulguée définissant les droits et les devoirs de tous les acteurs de l'éducation, de l'Etat aux parents, des écoliers, élèves et étudiants au personnel éducatif ; arrêtant les structures et les compétences à tous les niveaux, du maternel au supérieur et à l'universitaire, en passant par le primaire et le secondaire; fixant les conditions d'agrément, de fonctionnement et de sanction; précisant le mode de financement dans le but d'en finir avec l'état-providence hérité de la colonisation ; précisant les modalités administratives de l'ensemble du système, lesquelles seront réunies en un recueil de près de 500 pages, fort utile aux opérateurs de tous les niveaux. La promulgation d'une loi-cadre mérite certes d'être soulignée comme événement historique et comme un pas en avant dans le sens de l'indépendance de l'éducation. On se souviendra que la première convention de portée nationale remonte à Léopold II, en 1906. La seconde intervint en 1925 suivie de celle de 1948 au temps où le Congo était belge. Après l'indépendance il y eut celles de 1977-79, sans cesse discutées et inaptes à faire toute la clarté sur les rapports entre l'Etat et les missions religieuses, les écoles privées, les centres de formation du secteur productif, sans oublier les parents, faisant de l'enseignement national, grand acquis de la première république, un concept flou. Mais il n'y a pas lieu de crier victoire, la question du profil du Congolais à former et de la société congolaise à promouvoir restant largement sans vraie réponse, sans doute à cause de la politique qui sous-tend la nation congolaise.



Ecole rurale au Shaba en 1974

Pendant les dix années (1990-2000), qui verront le départ sans gloire de Mobutu et l'arrivée victorieuse de Kabila, l'enseignement souffrira de ce retrait brutal des coopérants, qui n'étaient plus que quelques centaines mais qui jouaient un rôle plus grand que leur fonction permet de le laisser supposer.

● Soulignons en passant l'effort du secteur privé pour investir dans la création d'écoles, allant souvent de pair avec des constructions en dur, principalement dans les villes. La loi-cadre l'autorise, avec cette obligation de se soumettre à l'inspection d'Etat pour avoir le bénéfice des examens d'Etat. Certains fondateurs érigèrent ainsi des complexes impressionnants (comme Masamba), compensant habilement les carences de l'Etat en la matière et un ralentissement progressif de l'investissement des églises dans le secteur, sauf peut-être dans un premier temps aux niveaux supérieur et universitaire. Dans certains quartiers de la capitale par exemple, certaines écoles privées attiraient davantage d'élèves que les écoles officielles, nonobstant le caractère souvent élevé des frais scolaires. Au nombre de ces écoles privées on peut compter également des écoles de type consulaire, comme les écoles belge, française, portugaise, libanaise, turque…En principe elles sont réservées aux originaires des pays qui les subventionnent, d'autant que les programmes qu'elles pratiquent sont ceux de leur métropole, mais progressivement on y verra croître le nombre de Congolais.

● L'appui de la Coopération belge, principal encadreur de l'enseignement au Congo durant la deuxième république, est tout logiquement fonction de l'évolution du secteur, laquelle n'exclut pas quelques soubresauts, comme en 1967 où la coopération en enseignants est réduite de manière significative, à la suite de la vive irritation de la Belgique provoquée par la profanation de la statue du Roi Albert 1er et du sac de son ambassade à Kinshasa. Mais la Belgique n'était pas la seule à pourvoir aux besoins d'enseignants.

Au secondaire on a assisté dès les premières années de l'indépendance à l'arrivée massive d'enseignants haïtiens, espagnols, canadiens…, dans le cadre d'un contrat avec le Gouvernement congolais lui-même (assistant technique gouvernemental (ATG), par opposition à CTB, pour coopérant technique belge) sans que ceux-ci maîtrisent toujours la langue d'enseignement (et pour certains la matière d'enseignement). Les coopérants français sont également nombreux, surtout dans les instituts supérieurs pédagogiques. La CTB ira diminuant à partir de 1967, jusqu'à ne plus compter que quelques centaines d'enseignants au moment de la rupture complète en 1990.

● La Coopération belge saisit la balle au bond et devient plus sélective dans l'envoi de ses coopérants. Dans cette nouvelle stratégie de coopération, en 1972, l'Inspection générale de l'Enseignement (IGE) reçoit le renfort de 25 coopérants, revêtus des pouvoirs d'inspecteur d'Etat et répartis dans l'ensemble du pays, à charge de contrôler les écoles, d'organiser les examens d'Etat, de parfaire sur le tas la formation des inspecteurs nationaux par jumelage, d'organiser dans les établissements présentant des lacunes des séances d'animation pédagogique. Deux inspecteurs généraux successifs seront belges (il n'y a au Congo qu'un seul inspecteur chef de corps). Devant l'énormité des lacunes relevées, le corps des inspecteurs se muera un moment en corps des animateurs-encadreurs des enseignants, mais le concept est assez vite abandonné, car dans la pratique il équivaut à une perte d'autorité. A mesure que les enseignants nationaux augmentent en nombre, les coopérants se font plus rares dans les écoles. Ils ne dépasseront pas 1970 au primaire, tandis qu'au secondaire seront concentrés dans les grands organes du ministère de l'EPSP : IGE, EXAMEN D'ETAT, CEREDIP (centre de Recherche et de Diffusion de l'Information pédagogique), SECOPE (Service du Contrôle et de la paie des enseignants), IFCEPS (Institut de Formation des cadres de l'Enseignement primaire et secondaire), SERNAFOR (Service national de la formation), occupant ensemble près de 100 coopérants. Belle fin de mandat pour une coopération ! En 1990 intervient une regrettable rupture qui portera un coup sévère à tout le système éducatif congolais. Mobutu, vexé par les accusations de la Belgique en rapport avec le massacre d'étudiants sur le campus de Lubumbashi remet la coopération belge, tous secteurs confondus, à la disposition de la Belgique. C'est le retrait en bon ordre, sans autre vexation du régime. Les coopérants plient bagage, laissant du jour au lendemain, leur service aux mains des seuls Congolais, pas toujours formés à cette fin, bien que les dernières années tout projet fût conduit bilatéralement, ayant à sa tête un directeur congolais et un co-directeur belge au titre de chef de projet. Les grands services d'appui connaîtront inévitablement un recul, et pour plus d'un une quasi fermeture, comme à l'IFECPS de Kisangani où l'argent n'arrivait plus pour payer la bourse des inspecteurs en stage, comme au SERNAFOR où le budget indispensable à la production suivie des outils de formation n'était plus alimenté. Seul le SECOPE, à la demande expresse de la Banque mondiale, poursuivit tant bien que mal son activité de contrôle de la paye des enseignants, avec une paire d'expatriés à charge de l'Etat congolais. Pendant les dix années suivantes (1990-2000), qui verront le départ sans gloire de Mobutu et l'arrivée victorieuse de Kabila, l'enseignement souffrira de ce retrait brutal des coopérants, qui n'étaient pas plus de quelques centaines mais qui jouaient un rôle plus grand que leur fonction permet de le laisser supposer. La rébellion qui éclatera dans la foulée de la prise de pouvoir de Kabila ne fera qu'aggraver la situation, budgétairement et pédagogiquement. Seuls quelques projets de coopération indirecte (projets d'ONG, appuis modestes d'université belge à université congolaise, micro-interventions de l'ambassade) constitueront pendant dix ans un modeste supplément à l'ordinaire, lequel se faisait de plus en plus frugal. Ce fut sans doute une erreur de part et d'autre : Mobutu n'avait pas imaginé qu'à l'exemple de le Belgique toutes les coopérations bilatérales quitteraient le pays, et le Gouvernement belge n'avait pas prévu qu'il mettrait plus de dix ans à reprendre sa coopération structurelle avec son ancienne colonie (30.06.2001).

● L'Examen d'Etat, qui a un impact disproportionné sur les parents d'élèves, mérite une attention particulière. Son instauration en 1967 (à l'instar du baccalauréat en France) pour sanctionner les

"L'enseignement supérieur et universitaire au Zaïre n'est pas en crise, il est plutôt en voie de disparition. La formation dispensée dans ses instituts et facultés est tombée en dessous du seuil qui permet de prétendre à une qualification professionnelle ou scientifique de niveau supérieur.



Solide école héritée de la colonisation à Lisala

études secondaires, en remplacement de l'homologation héritée des Belges laquelle, vu le nombre croissant de la population scolaire, était devenue une mission impossible, pour un corps d'inspecteurs de l'enseignement sous-équipé en ressources humaines et techniques. Il est le baromètre le plus indiqué de la marche de l'enseignement sous la seconde république, puisqu'il considère l'élève au moment où il est prêt à accéder à l'enseignement supérieur. Et en outre, pour la petite histoire, il est un moment fort de la carrière scolaire d'un enfant. Dans les quartiers, l'obtention d'un diplôme d'Etat avec un pourcentage qui sortait du lot (le convoi comme on l'appelait ironiquement pour tous les diplômés à 50%) pouvait conduire à des festivités plus grandes que pour l'obtention d'un titre universitaire. A l'opposé on eut à déplorer des suicides pour échec à l'Examen d'Etat. Cet examen a pourtant connu une dérive rapide, à mesure que les centres de passation et de correction se multipliaient, échappant à tout contrôle et devenant une proie facile à la corruption. Le budget occulte de l'examen d'Etat était cinq fois plus élevé que celui alloué par l'Etat. Fuite de questionnaires, tricherie dans les salles d'examen, vente de points devinrent monnaie courante. Pour frapper un grand coup, l'EPSP adopta la réforme proposée par un inspecteur en poste à Kananga, dont les mesures principales étaient de transformer l'épreuve en contre-épreuve (test de 200 questions à choix multiple administrées en quatre jours aux fins de valider ou d'invalider les points accordés par l'école ; impression des questionnaires en Belgique jusqu'à ce que l'IGE dispose de sa propre imprimerie ; traitement de la totalité des copies dans un centre national unique à Kinshasa ; publication au jour le jour des résultats dans la presse locale). Le pourcentage de réussite chuta de 70 % en 76 à 18 % en 78, et reflétait la réalité de l'enseignement, vu la sous-qualification du corps enseignant, l'absence de moyens d'enseignement et de médiocrité des lieux éducatifs. Courageuse initiative du régime, mais qui hélas ne dura pas longtemps. L'année suivante, à la suite du renforcement des procédures anti-collaboration le taux de réussite baissa encore. Le ministre refusa d'entériner, sous prétexte qu'avec le Mouvement populaire de la Révolution (le parti-unique) on ne reculait pas. Le score remonta à 51%, pour remonter ensuite à 60 % vers la fin de la deuxième république. Il est vrai que pour calmer les esprits, il valait mieux distribuer un lot de diplômes à bas pourcentage que de révéler le vrai visage de l'école congolaise.

● A côté de l'Examen d'Etat, dans lequel la Coopération belge s'investit particulièrement, il y eut vers le milieu des années 80 l'action menée par le SECOPE, à travers tout le pays. A l'instar des projets Inspection de 1972 et 1978, un coopérant fut mis en place dans chaque province en vue d'assainir le système. De nombreuses écoles, fonctionnant en-dessous du seuil du rendement (pas de bancs, pas d'enseignants qualifiés, pas de moyens d'enseignement, pas de discipline de travail), furent impitoyablement fermées. mais si la Banque Mondiale s'en trouva fort satisfaite, d'un point de vue financier, le problème de la sous-scolarisation en fut aggravé. Passé le temps de la rigueur, l'agrément de nouvelles écoles reprendra de plus belle. L'objectif de la fin du millénaire étant du reste de scolariser la totalité des enfants, il faut bien accepter que le ministère de l'éducation se mue en maints endroits en ministère des affaires sociales.

● Sur un plan plus matériel, mais tout aussi dramatique, le pillage de 2001, suivi en 2003 d'un nouveau pillage de ce qui avait échappé au premier, portera un coup sévère à certains établissements scolaires sis dans les villes, mais surtout le budget de l'éducation connaîtra une chute verticale, qui entraînera pour une large part dans sa chute ce qui restait encore de la qualité de l'enseignement, la moralité des enseignants, l'entretien des établissements, la production des moyens d'enseignement. Des privés empiétèrent sur les parcelles scolaires, des bâtiments appartenant au parc immobilier scolaire furent confisqués par des gens protégés par le nouveau régime. Les examens d'Etat, le TENAFEP sanctionnant le cycle primaire et l'Examen d'Etat sanctionnant les humanités, survivront tant bien que mal, grâce à une poignée de responsables, aussi courageux qu'obstinés, lesquels ne réussiront pas pour autant à enrayer la tendance à la corruption, chez les parents comme chez les élèves, chez les chefs d'établissement comme chez les encadreurs des épreuves.
Quant à l'enseignement supé-

Le nouveau projet éducatif tracé par la Conférence nationale souveraine en 1992 et corroboré par les Etats généraux de l'Education en 1996, tels que résumés par le R.P. Ekwa, in L'Ecole trahie :

1 l'éducation, priorité des priorités ;

2 l'éducation pour tous ;

3 le partenariat éducatif avec notamment les différents réseaux de l'enseignement ;

4 la professionnalisation de l'enseignement ;

5 l'éducation aux valeurs humaines, morales, spirituelles et civiques ;

6 l'intégration des valeurs culturelles ;

7 la décentralisation de la gestion ;

8 l'éducation permanente ;

9 la lutte contre les inégalités en matière d'éducation ;

10 l'éducation physique et sportive.



ISP de la Gombe à Kinshasa

rieur et universitaire, jusqu'en 1971 il ne subit pas de réforme profonde. Les corps professoraux, des instituts supérieurs pédagogiques et techniques sont constitués pour l'essentiel d'expatriés, la plupart belges, permanents et visiteurs confondus. La relève congolaise, composée d'universitaires formés à l'extérieur pour le plus grand nombre mais promus également des universités congolaises, est lente mais certaine. Quant aux étudiants, passés sous la coupe du parti unique, comme tout citoyen depuis sa naissance, ils rongent leur frein politique. En 1969 cependant, ils passent à l'action. Ils descendent nuitamment du campus de Lovanium pour une attaque spectaculaire du régime, mais ils tombent dans un piège préparé dans le plus grand silence. Mobutu, averti par sa toute-puissante sécurité, avait rangé nuitamment sa garde au bas de la colline, dite inspirée. Au petit matin près de quarante cadavres jonchent les chemins, jusqu'au cœur de la ville. Ce fut un jour triste pour la liberté et une tache indélébile sur le costume du président-fondateur. Parmi les morts on comptait plusieurs fils de grands du régime, ce qui mit celui-ci en grand péril. L'université est fermée pendant une paire d'années et les étudiants furent incorporés à l'armée. En 1971 intervient une réforme fondamentale, comprenant essentiellement le regroupement de tout l'enseignement universitaire en une seule entité, supervisée par un seul recteur: l'Université nationale du Zaïre, l'élaboration de programmes répondant mieux aux besoins de la société, la structuration en trois cycles. En réalité, l'opération s'est avérée plus politique que productive. Devant l'échec de celle de 1971, le régime procède à une nouvelle réforme en 1981, revenant à l'autonomie de gestion de chaque composante, sans plus de succès. Cinq ans plus tard, devant l'incapacité de l'université de relever les défis du marché de l'emploi et du redressement du pays, le prof. B. Verhaegen aura ces mots très durs sur l'université congolaise : "*L'enseignement supérieur et universitaire au Zaïre n'est pas en crise, il est plutôt en voie de disparition. La formation dispensée dans ses instituts et facultés est tombée en dessous du seuil qui permet de prétendre à une qualification professionnelle ou scientifique de niveau supérieur. Il y a déjà quelques années que l'enseignement supérieur et universitaire ne produit plus de nouveaux savants, de nouveaux professeurs ou de nouveaux chercheurs ; bientôt il ne produira plus de nouveaux universitaires.*"

"Le pays paraît plus fourni en ressources humaines qualifiées qu'à l'époque coloniale, singulièrement au moment de l'indépendance. On serait tenté de dire que les objectifs de la réforme engagée dans les années 60 ont été atteints. Ce serait vrai si les indices objectifs de développement qui lui étaient implicitement associés et donc explicitement attendus, pouvaient être aussi lisibles que cette abondance apparente des ressources humaines. L'échec relatif est notamment imputable à la zaïrianisation, aux pillages et aux guerres."

Martin EKWA bis Isal s.j.

Et pendant ce temps les finalistes des humanités affluent, rendant les campus irrespirables et les usant avant terme, dans une sorte de pitoyable fuite en avant.

Les Etats généraux de l'Education, dans la foulée de la CNS, réunis en 1996, ont la lourde tâche de fonder la nouvelle université. Ce fut la dernière grande manifestation de la deuxième république

Il appartiendra au nouveau régime qui se profile à l'horizon de donner vie à ces nouvelles résolutions, avec l'espoir partagé par tous que cette fois sera la bonne.

Fernand Hessel
Texte et photos

Sources :
- DEPS, Recueil des directives et instructions officielles, 2e édition, CEREDIP, EDIDEPS, 1986
- Ndaywel è Nziem, I., *Histoire générale du Congo, de l'héritage ancien à la République démocratique*, Duculot, 1998, Paris, Bruxelles
- Bavuidinsi Matondo, A., *Le système scolaire au Congo-Kinshasa, De la centralisation bureaucratique à l'autonomie des services*, L'Harmattan, 2012, Paris
- Ekwa bis ISAL,M., s.j., *L'école trahie*, Cadicec,2004
- Huybrechts A., Mudimbe V.Y., Peeters L., Vanderlinden J., Van Der Steen D., Verhaegen B., *Du Congo au Zaïre, 1960-1980*,Essai de bilan, CRISP

Complexe scolaire privé La Sagesse au Mont-Ngafula à Kinshasa



Le MRAC nouveau arrive

Fermé officiellement depuis le 1er décembre 2013 jusqu'en 2017, le Musée royal d'Afrique centrale (MRAC) a ouvert pour un bref moment ses portes le 18 mai 2016 afin de permettre à la presse et aux intéressés de se faire une idée de l'état d'avancement du chantier. Mémoires du Congo était là afin d'être à même de donner à ses lecteurs intéressés par tout ce qui touche à l'Afrique centrale, les dernières nouvelles du chantier et de les rassurer sur la bonne marche de la rénovation, images à l'appui.

Le MRAC, faut-il le rappeler, est plus qu'un simple musée. Il est une des grandes institutions scientifiques du pays et comme tel internationalement reconnu comme dépositaire du patrimoine africain et centre de référence pour l'Afrique centrale.

Il est à la fois une vitrine privilégiée du continent africain, par les prestigieuses collections dont il est le dépositaire, et un institut de recherche dont l'expertise et les connaissances dans les sciences humaines (archéologie, anthropologie, ethnographie, histoire, musicologie, linguistique) et naturelles (sciences de la terre et biologie) sont appréciées de la communauté scientifique internationale.

Il collabore chaque année à environ 25 expositions ethnographiques de par le monde, compte à demeure 90 chercheurs qui publient bon an mal an plus de 300 articles ou ouvrages de haut niveau et assure chaque année la formation d'environ 150 scientifiques, dont une majorité d'Africains.

Son rôle est donc essentiel en matière de coopération au développement, sans connaissance de la culture celle-ci s'avérant vaine.

A ce titre il offre aux scientifiques du monde entier un accès digital à ses archives, collections et banques de données, entretient des liens de coopération avec plus de vingt pays africains dont il contribue à développer les musées et institutions scientifiques.

Le MRAC collabore chaque année à environ 25 expositions ethnographiques de par le monde. Il compte à demeure 90 chercheurs qui publient bon an mal an plus de 300 articles ou ouvrages de haut niveau.

L'objectif assigné au MRAC, que la rénovation a pour but affiché de mettre au goût du jour, a conduit les décideurs à affiner ses stratégies.

Il sied de garder à l'esprit cette nouvelle approche, qui ne doit occulter en aucune manière le passé, pour bien comprendre la rénovation en profondeur, dictée par les progrès en matière de muséologie et par l'évolution des idées en matière de colonisation.

On ne saurait mieux définir celle-ci qu'en citant le MRAC lui-même dans son ambition de devenir un :

"Centre mondial de recherche et de diffusion des connaissances, consacré au passé et au présent des sociétés et de leurs environnements naturels en Afrique, et en particulier en Afrique centrale, afin de stimuler l'intérêt et d'assurer une meilleure compréhension de cette partie du monde par le grand public et la communauté scientifique, et de contribuer significativement, au moyen de partenariats, à son développement durable.

Les missions principales de cette institution centrée sur l'Afrique comprennent donc l'acquisition et la gestion des collections, la recherche scientifique, la valorisation des résultats de celle-ci, la diffusion des connaissances, et la présentation au grand public d'une partie de ses collections."



Photo aérienne du complexe avant transformation



Maquette du nouveau complexe

Il importe également de tenir à l'esprit que l'établissement, voulu par Léopold II afin de rendre permanente l'exposition coloniale organisée à Tervuren dans le cadre de l'Exposition universelle de 1897 et conçu par l'architecte français Charles Girault (qui conçut également le Petit Palais à Paris, dans le cadre de l'Exposition universelle de 1900, devenu musée dès 1902), est protégé en tant que monument et site depuis 1978.

L'intérieur du rez-de-chaussée est également protégé ainsi que le mobilier originel. La rénovation a donc dû respecter l'intégrité du bâtiment historique, érigé entre 1905 et 1908, mais aussi son environnement direct. De prime abord on peut dire que le pari est réussi grâce à l'importante extension souterraine (96m) qui a non seulement permis de régler l'accueil mais aussi d'enrichir le complexe de précieuses salles de conférences et d'expositions temporaires.

Il apparaît que les travaux de rénovation ont été extrêmement bien pensés et que l'architecte Girault ne pourrait qu'apprécier la sauvegarde de l'esprit originel qu'il avait insufflé, avec ses larges baies ouvertes sur le parc ainsi que la délicatesse de ses fresques, moulures, lambris, stucs et marbres.

Ce qui frappe avant tout dans le musée restauré, c'est la luminosité retrouvée par la suppression des fausses cloisons, le dégagement des fenêtres dissimulées et le renouvellement des lanterneaux qui fournissent les puits de lumière. Les fenêtres sont dotées de brise-soleil orientables pour optimiser l'apport de lumière naturelle et favoriser le confort visuel. Une partie de la cour intérieure a été creusée, de manière à laisser passer la lumière dans les sous-sols.

Ce qui frappe avant tout dans le musée restauré, c'est la luminosité retrouvée par la suppression des fausses cloisons, et le dégagement des fenêtres dissimulées.

L'amélioration de l'isolation s'est faite dans le respect de l'ouvrage existant grâce au placement de contrechâssis et de contreportes.
Un travail extraordinaire a été réalisé pour faire renaître les très belles peintures murales et frises ternies par les ans et une restauration inadéquate en 1957. Les cartes géographiques, nettoyées et restaurées, ont retrouvé tout leur éclat.
Les portes monumentales en bois ont été poncées et peintes dans leur couleur d'origine. Les vitrines historiques ont été restaurées sur place, retrouvant leurs motifs décoratifs, et placées sur de nouveaux socles intégrant les techniques modernes d'éclairage, de climatisation, d'applications multimédias et autres. De nouvelles vitrines modulaires viennent s'y ajouter conférant une grande flexibilité.
Dans la grande rotonde deux escaliers ont été transformés en cages d'escaliers afin de faciliter l'accès aux personnes à mobilité réduite.
En façade, les murs du bâtiment muséal, du pavillon Stanley et du pavillon de la direction ont été nettoyés et restaurés et les menuiseries extérieures repeintes dans



Gros œuvre du bâtiment de l'accueil.



Maquette de la cour intérieure



Phase du ravalement du bâtiment historique.

leur couleur d'origine qui se marie à merveille avec la brique de parement.

Un tout nouveau pavillon, relié au musée par un vaste tunnel, est venu enrichir le complexe. L'implantation choisie pour ce nouveau pavillon destiné à accueillir les visiteurs renforce la relation entre le musée et le palais des Colonies voisin. La structure ne possède qu'un étage de manière à s'intégrer harmonieusement dans l'environnement verdoyant. Le restaurant/cafétéria au premier étage s'ouvre largement sur le parc environnant.

Le tunnel de 96 m comprend une galerie d'exposition souterraine pourvue de deux salles d'exposition et d'un espace flexible pouvant être transformé en salle d'exposition ou en auditorium. Les trois salles sont destinées à accueillir les expositions temporaires. Elles pourront également, le cas échéant, être transformées en un seul grand espace.

Les visiteurs, et surtout les enfants, retrouveront avec plaisir les spécimens zoologiques réhabilités après un traitement de jouvence entre les mains de taxidermistes.

La scénographie de la nouvelle exposition permanente s'effectue en étroite collaboration entre l'équipe des muséologues et scientifiques du MRAC d'une part et les scénographes externes N. Kortekaas et J. Schelfhout de l'association temporaire Stéphane Beel Architecten (TV SBA) d'autre part.
Celle-ci s'articulera en deux volets étroitement liés, à savoir (1) les caves : l'histoire, le présent et les perspectives de l'institution, et (2) le rez-de-chaussée divisé en cinq zones thématiques : (a) langues et musiques d'Afrique centrale, (b) Biologie, paysage et biodiversité, (c) Afrique source de matières premières et de ressources humaines naturelles, (d) Afrique centrale et son histoire, (e) Journey of life.
Les visiteurs, et surtout les enfants qui forment avec la complicité des écoles une partie non négligeable de ceux-là, retrouveront avec plaisir les spécimens zoologiques réhabilités après un traitement de jouvence entre les mains de taxidermistes. Autre attention aux enfants, la cour intérieure dans sa partie rehaussée dotée d'un kiosque à musique où ils pourront s'initier aux instruments ethniques.

Le Parc, entièrement préservé, fournit un superbe écrin de verdure pour le joyau que représente le Musée. Le jet central de l'étang Fontaine, rénové dans le respect du modèle d'origine, est programmé pour jaillir à 18 m dans des conditions idéales mais un anémomètre permet d'adapter sa hauteur en fonction du vent. Son éclairage apportera

Deux détails de la restitution de la déco initiale

Retour préventif de la grande pirogue, au sous-sol.

Rafraîchissement de la grande salle d'exposition.









une touche féérique à la nuit tombée.

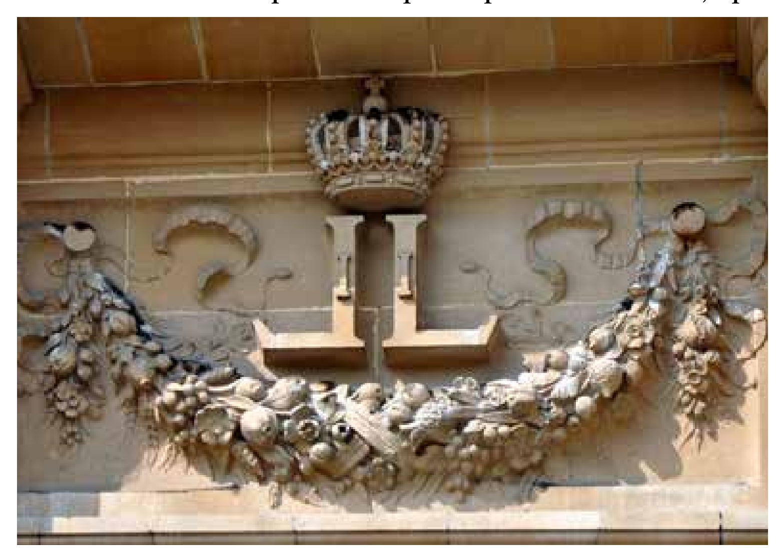
Le 3 février 2016, l'une des pièces emblématiques du musée, à savoir la grande pirogue, a réintégré le musée, sa longueur et son poids ayant imposé de l'installer aux sous-sols avant l'installation de la menuiserie extérieure.

Les travaux dans le bâtiment principal seront terminés d'ici la fin 2016 tandis qu'il faudra attendre mars 2017 pour l'achèvement des travaux dans le pavillon d'accueil. L'inauguration officielle du musée rénové aura lieu en octobre 2017.

Reste à savoir si les anciens du Congo retrouveront "leur" musée et "leur" histoire. Faute d'avoir été associés, ils ne peuvent que craindre les effets de l'air du temps et du politiquement correct, qui risquent de fausser le regard posé sur la période coloniale. Ce qui rend la vigilance de "Mémoires du Congo" d'autant plus nécessaire afin que soit transmise aux générations futures la réalité de l'épopée coloniale.

Sources :
- Dossier de presse remis aux visiteurs du chantier, le 22 mai 2016
- Site web du MRAC : www.africamuseum.be
- Photos 1, 3 et 10 de Fernand Hessel
- Archives personnelles de l'auteur : fmoehler@gmail.com

■ F. Moehler – De Greef
Texte et photos





Au-delà des mots

**Après des siècles d'esclavage, les Belges sortant du Tombeau…
C'est en ces termes qu'à chaque événement patriotique important les Belges entament en chœur leur hymne national. Qu'est-ce à dire ?**

Esclavage ou domination tyrannique ou colonisation sont des mots de même parenté. Haro donc sur ces affreux colons qui osèrent, sous la conduite de César, envahir les terres où vivaient en paix Astérix et les siens, pour les coloniser. Pourtant, a contrario du propos de notre clameur patriotique outragée, force est de constater que ces esclavagistes bénéficièrent dans les siècles qui suivirent leur conquête d'une mansuétude certaine et même de la reconnaissance de ceux qu'ils colonisèrent, eu égard à l'empreinte civilisatrice qu'ils laissèrent en héritage. Deux mille ans plus tard ils sont toujours honorés, notamment dans les livres d'histoire. De Viris Illustribus Urbis Romae est en somme un livre écrit et commenté à la gloire des grands coloniaux romains. De plus, au cours des siècles, nous les Belges n'avons pas craint le paradoxe : nous louons tout aussi bien d'autres envahisseurs, d'autres esclavagistes dont de grands voyageurs, ces estafettes d'autres grands conquérants, qui participèrent à la découverte du monde, confirmant sans la moindre gêne que nous sommes tout à la fois d'affreux colons et des esclaves malheureux.

Au cours des siècles, nous les Belges n'avons pas craint le paradoxe : nous louons tout aussi bien d'autres envahisseurs, d'autres esclavagistes dont de grands voyageurs, ces estafettes d'autres grands conquérants, qui participèrent à la découverte du monde, confirmant sans la moindre gêne que nous sommes tout à la fois d'affreux colons et des esclaves malheureux.

Il faut s'étonner dès lors de la persistance de la hargne contre l'action colonisatrice belge au Congo, principalement celle de l'Etat indépendant. C'est un torrent de critiques nauséabondes qui déferle sur les colons, le roi Léopold II qui les commandait et leur action civilisatrice. Des accusations fausses, calomnieuses, injurieuses, relancées avec la régularité du métronome et faisant fi de toute honnêteté intellectuelle. L'imagination fertile de ces auteurs mal intentionnés malmène la vérité historique pourtant confirmée par une pléthore d'historiens belges et congolais de renom. A l'autopsie, ces propos infamants se révèlent n'être qu'une tournure stylistiquement mercantile, argumentée de scoops trompeurs. Stanley décidément ne s'était pas trompé lors de l'interview qu'il accorda en 1903 au journal Le petit Bleu, en affirmant que ces histoires d'atrocités au Congo n'allaient pas cesser et perdureraient longtemps encore avec le peu de fondement qu'elles avaient quand il se trouvait encore là. "J'ai entendu raconter d'effrayants excès, d'innombrables sauvageries. Ce n'était jamais que pure invention à des fins politiciennes."

Ces destructeurs actuels ne sont que les émules des Burrows, Casement, Morel, Twain ou autre Hochschild, avec cette différence que certains d'entre eux furent condamnés pour diffamation par les instances judiciaires de leurs pays, que Casement et Morel furent condamnés par les Britanniques pour haute trahison au profit de l'ennemi en 1914-1918 et pendu pour l'un d'entre eux à la Tour de Londres.

Cela donne la mesure de la perfidie et l'immoralité de ces individus et l'improbité de leurs assertions, avec la différence que les scribouillards modernes et les contre-vérités qu'ils propagent sont commentés avec délectation par une certaine presse, voire récompensés pour leurs "œuvres" par des prix littéraires.



Image extraite de l'album "Astérix et les jeux olympiques" Merci aux ayants droit.



Frontière entre le Congo français et le Congo belge



Image du port de Banana au tout début de la colonisation

Ces valets de pique de la petite histoire font aussi état d'actes de sauvagerie, de rudesse brutale, de contraintes cruelles, pratiqués par les troupes de Léopold II à l'endroit de populations congolaises utilisées comme main-d'œuvre. Loin de prétendre excuser les excès de quelques individus égarés, il n'est pas inutile de rappeler qu'au XIXe siècle l'éthique, le respect des droits de l'homme, la moralité étaient bien différents des principes d'aujourd'hui.

Autres temps, autres mœurs, dit-on ! Il est un fait qu'en ce temps-là ceux qui en Europe et en Belgique avaient la charge du bon rendement de l'outil ou l'obligation de faire observer les règles de conduite d'une collectivité (armée-école-entreprises-justice) ne mettaient pas de gants pour le faire savoir.

La vexation verbale, le ton agressif, la rudesse du comportement n'étaient pas rares. Argumentum baculinum, l'argument du bâton. Au XIXe siècle en Europe l'usage du fouet, de la cravache, du knout, de la matraque, de la trique était chose courante. En Afrique il en alla de même avec la chicotte, pour les mêmes motifs.

Ce sont des hommes de même culture, de même génération, animés de la même mentalité, qui formèrent les contingents de recrues volontaires en partance pour le Congo. Avec cette circonstance aggravante qu'ils opéraient en milieu hostile, tant pour ce qui était de leur santé que de leur sécurité. Ce sont ces rudes gaillards qui garniront en 1886 les rangs de la Jeune Force Publique ; le courage, la bravoure ne leur faisaient pas défaut surtout quand il s'agissait de combattre la barbarie arabe et l'esclavagisme au quotidien.

De leur côté les recrues congolaises affluaient pour s'enrégimenter et participer activement aux rudes combats engagés dans les missions conquérantes de Paul Le Marinel, d'Alexandre Delcommune, de Bia et de Stairs. Celui-ci déclara victorieusement en 1892 "le pays est délivré de la tyrannie arabe. Il n'y aura plus de têtes coupées plantées sur des pieux, d'oreilles ou de membres sectionnés, ni de gens enterrés vivants."

Couverture du Guide officiel du Pavillon du Congo belge à la Foire internationale de 1935

Affiche de la Section coloniale de l'Exposition universelle de Bruxelles, en 1910





Malheureusement, la famine en 1892 et les maladies endémiques enlevèrent à Stairs près de 50 % de l'effectif africain de son expédition. Les quatre expéditions menées en deux ans par ces courageux capitaines ont permis la signature de 53 traités de paix avec des chefs coutumiers et à la faveur de l'éradication des esclavagistes la fondation d'un Etat capable d'affronter son destin.

Délivré de la barbarie arabe, un Congolais facétieux aurait pu paraphraser, avec l'humour dont tout Congolais est friand, l'hymne national belge en ces termes :

"Après des siècles
d'esclavage,
Venus au secours des
Bantous,
Les Banokos ont reconquis
avec courage
Aux arabisés, leurs terres et
leurs villages,
Leur honneur et
tous leurs bintous.
Après plus d'un siècle de
concubinage,
Les Bantous ont estimé qu'il
était plus sage
De se réserver l'entièreté
du fromage,
Et de renvoyer chez eux
les Banokos.
Prions chaque nuit
les aïeux
De pardonner ce
prétentieux dérapage."

La présente réflexion appelle spontanément celle qui suit consacrée à Léopold II, sous le titre de "Les astuces d'un roi".

■ Paul Roquet

Les astuces d'un roi

Il est tentant d'étendre la réflexion qui précède à Léopold II. Pourquoi ces attaques à répétition contre le chef de l'Etat indépendant du Congo ? Pourquoi pas contre César ou Charles-Quint ? Le débarquement des Belges au Congo ne ressemble pourtant en rien aux invasions pratiquées sans ultimatum ni consultations préliminaires des populations agressées par les grandes nations colonisatrices, comme par exemple celui des Anglais en Afrique du sud, en Australie et en Inde ou des Français et des Anglais en Amérique du nord. Autant de prises de possession traduites par des tueries et des massacres

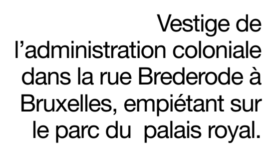
Le roi Léopold II, plus diplomate que guerrier, allie habilement en Afrique l'œuvre civilisatrice à la préoccupation économique. Son but était de fonder une colonie capable d'accroître le bien-être de son propre pays qu'il jugeait trop petit pour bien affronter l'avenir et celui du Congo vivant jusque-là en marge du progrès. Et même de fonder un Etat modèle, par le développement de la communication, de l'administration, de l'éducation, de la défense…

Fonder un état modèle ne fut pas chose aisée pour le souverain d'un petit pays, dont la population ne partageait que du bout des lèvres le rêve de grandeur de son roi.

Ce ne fut pas chose aisée pour le souverain d'un petit pays, dont la population ne partageait que du bout des lèvres le rêve de grandeur de son roi. Qu'à cela ne tienne, il guettera les circonstances favorables pour passer à l'action, sans s'empêcher pour autant de forcer le destin, en voyageant à travers le monde, en s'informant aux sources les plus sûres et auprès d'explorateurs qui depuis peu se multiplient en Afrique centrale. La région qui l'intéresse particulièrement, c'est notamment ces terres inconnues traversées par le grand fleuve Congo. Nanti d'informations intéressantes, il décide de créer une conférence internationale de géographie à Bruxelles regroupant des spécialistes, des savants et des globe-trotters issus de diverses nations européennes. Il préside lui-même la séance inaugurale de la conférence composée d'un comité central et de comités nationaux. Le but est de planter l'étendard de la civilisation sur le sol de l'Afrique centrale et d'y abolir l'esclavage, en créant des bases d'opérations sur la côte de Zanzibar et près de l'embouchure du Congo, en projetant d'ouvrir les routes vers l'intérieur pour pacifier la totalité des territoires et y établir la concorde entre les chefs locaux par des arbitrages justes.

Les comités nationaux poursuivraient l'exécution de projets, chacun en ce qui les concerne et exposeraient à leur public le but poursuivi, chargés particulièrement de miser sur les dispositions humanistes favorables à la libération des esclaves. Il ne faudrait pas déduire pour autant de ce plan que l'idée du Roi n'était empreinte que d'un sentiment philanthropique. Celui-ci cachait d'autres desseins plus lointains et plus secrets. Il faut dire cependant que les comités nationaux, à l'exception du comité belge, ne témoignèrent jamais de réelles activités. Les hommes dont ils étaient formés faisaient figure de groupe académique. Ils n'avaient accepté que pour porter quelques nouveaux titres et pour satisfaire le désir d'un souverain qui tenait à se montrer « esprit éclairé » faute de pouvoir jouer sur la scène européenne un important rôle politique. De cette courtoise indifférence, Léopold n'était pas dupe. Elle lui laissait au contraire les coudées franches sans qu'on puisse lui reprocher son souci de correction internationale, car le comité belge, lui, n'allait pas chômer. En réalité, en convoquant cette conférence, le roi traves-




Vestige de l'administration coloniale dans la rue Brederode à Bruxelles, empiétant sur le parc du palais royal.

tit ses intentions d'expansion en Afrique. Personne ne doit se douter de ses ambitions de créer une colonie belge. Il ne fallut bien sûr pas longtemps avant que la conférence n'accouche d'une association internationale africaine (AIA) dont Léopold en se faisant prier accepta la présidence des comités nationaux.

Le premier acte du président fut de toute évidence une prise de contact direct avec l'Afrique. Il fallait agir et vite. L'envoi d'une mission de reconnaissance s'imposait. Le Cpt Crespel et le Lt Cambier furent du premier départ. Le roi entretemps prend des nouvelles du petit journaliste anglo-saxon qui a pour nom Stanley perdu dans les profondeurs de l'Afrique.

Il s'intéresse aussi à Mgr Lavigerie qui a exposé au pape Pie IX son désir de prosélytisme religieux dans la région du fleuve Congo. Ce souhait est exaucé par Léon XIII, à la mort subite de son prédécesseur. Les missions d'Afrique équatoriale sont fondées. Les premiers Pères blancs vont s'embarquer au moment où Stanley vient d'arriver à l'embouchure du fleuve Congo après avoir traversé l'Afrique d'est en ouest.

En novembre 1878, le roi invite l'explorateur anglais. L'accord est vite conclu : celui-ci repartira pour le Congo sans tapage et il s'efforcera d'établir avec les chefs indigènes des traités d'abandon de souveraineté. Pour soutenir financièrement l'action, le roi forme un organisme nouveau : le Comité du Haut-Congo, dont le capital d'un million de francs réparti entre 19 bailleurs de fonds, la grosse part étant souscrite par Léopold II lui-même sous couvert du banquier Léon Lambert. Le roi se contente habilement de n'en être que le président d'honneur. Le comité érigea en principe de n'entreprendre aucune action susceptible de provoquer des difficultés politiques avec les autres puissances. Le capital était suffisant pour jeter les bases de la construction d'un chemin de fer pour contourner les cataractes du Bas-Congo et financer les cinq expéditions de Crespel et Cambier, qui se succéderont en 1878.
La même année, le cardinal Lavigerie envoie une douzaine de Pères Blancs et un corps de zouaves pontificaux belges pour protéger les missionnaires.

Voilà mis en place le premier contingent de colonisateurs du Congo. En abordant la population indigène de manière pacifique, de village en village, de tribu en tribu, le groupe Stanley en contact avec les chefs fit signer les compromis d'acquisition de terres. Les Pères blancs tout en répandant la parole de Dieu, construisirent des missions, des fermes, des écoles ou des chapelles. Les missions militaires de reconnaissance consolidèrent par leur présence les avancées sur le terrain. Tel était le contingent des troupes de Léopold II, qui entreprit la conquête du Congo : des prêtres missionnaires, un super agent immobilier et quelques militaires. Rien de bien agressif si on compare ce contingent avec les armadas anglaises ou françaises. Mais son mode opératoire inédit démontre clairement le génie, l'astuce, l'intelligence d'un roi dans sa volonté d'expansion de son petit pays.

Léopold II se montra astucieux, téméraire, négociateur et d'une habileté qui frôle le génie.

Les banderilles, on s'en doute, ne tarderont pas à venir. Les autres membres de l'AIA entrevirent eux aussi la possibilité d'étendre leurs possessions africaines. La France, le Royaume-Uni, les Etats-Unis et le Portugal se muèrent en concurrents dans les plans de Léopold II. La conférence de Berlin en 1884-1885 qui s'ensuivra entérinera le partage de l'Afrique. Dans cette lutte d'influence entre nations, Léopold II se montra astucieux, téméraire, négociateur et d'une habileté qui frôle le génie. Se servant notamment des opportunités de son prestigieux arbre généalogique, il bouture, greffe, entrelace, cisaille avec art, oppose, convainc et gagne. L'Etat indépendant du Congo (EIC) voit le jour le 1er juillet 1885 et Léopold II en est nommé souverain.

Paul Roquet
Photos Fernand Hessel


Statue équestre de Léopold II, place du Trône à Bruxelles



Statuaire publique congolaise 7

Le “style Congo”

L’exposition coloniale de Tervuren en 1897 s’était résolument inspirée de l’Art Nouveau pour la scénographie de ses différentes salles, à commencer par le salon d’honneur. Le dépaysement des visiteurs, qui n’étaient pas spécialement familiarisés avec cette nouvelle forme d’art, l’appelèrent dans un premier temps le style Congo. Si l’appellation n’a pas survécu à l’époque de l’exposition ce n’est certes pas par manque d’enthousiasme de la part de l’organisation pour une décoration résolument innovante. Il fallait par tous les moyens capter l’attention des Belges sur le Congo.

Léopold II avait, on l’imagine facilement, instruit le secrétaire d’Etat Van Eetvelde de l’Etat indépendant du Congo sur l’impérieuse nécessité de donner du Congo la meilleure image possible, d’abord parce qu’il était indispensable de convaincre le commun des Belges de l’énorme potentiel que présentaient les terres africaines qu’il avait conquises pour la Belgique, ensuite parce que la critique sur la gestion du Congo commençait à égratigner sérieusement le monarque, et enfin parce que le développement du pays où tout était à faire réclamait de plus en plus de bras et de têtes. L’opération dans son ensemble était avant tout publicitaire avec pour objectif affirmé d’éveiller des vocations pour l’aventure congolaise.

L’exposition coloniale, qui se tenait en complément de l’exposition internationale organisée dans le parc du Cinquantenaire à Bruxelles, ravit rapidement la vedette, d’autant que Léopold II, en habile urbaniste et stratège accompli, fit ouvrir une voie royale entre le Cinquantenaire et Tervuren, afin de drainer les foules vers le lieu qui lui tenait le plus à cœur. Et heureusement pour la postérité, c’est l’exposition coloniale de Tervuren qui entrera dans l’Histoire en engendrant dans ses parages immédiats le Musée royal de Tervuren, rendant en quelque sorte l’exposition congolaise permanente.

C’est l’exposition coloniale de Tervuren qui entrera dans l’Histoire en engendrant dans ses parages immédiats le Musée royal de Tervuren.

Rien n’avait été épargné pour conférer à l’événement le lustre qui convenait à un état quatre-vingt fois plus grand que la Belgique. Le mot d’ordre était d’éblouir, par l’audace de la décoration et la richesse des pièces exposées. Van Eetvelde distribua auprès des artistes en vue (Paul Hankar, Gustave Serrurier-Bovy, Henry van de Velde, Georges Hobé…) l’ivoire nécessaire à la réalisation de leurs œuvres, avec autorisation de vendre celles-ci pour leur propre compte, une fois l’exposition terminée. Grâce à cette tactique, on put admirer dans le salon d’honneur la plus grande collection de sculptures en ivoire jamais exposée (plus de 80 pièces), dans le style belge de l’Art Nouveau d’où l’appellation de style Congo. Outre le salon, l’espace à décorer était multiple : salle ethnographique, salle des importations, salle des exportations, salle des grandes cultures où le visiteur pouvait goûter le chocolat et le café venus tout droit du Congo et même fumer un bon cigare.

Salon d’honneur de l’exposition coloniale de 1897 à Tervuren



Parmi les statues exposées, il y en a deux qui méritent une particulière attention pour différentes raisons. Elles furent toutes deux réalisées spécialement pour l’exposition coloniale de 1897 par Charles Van der Stappen (Saint-Josse-ten-Noode,1843 - Bruxelles, 1910). L’une est surtout connue pour le sort qui lui a été réservé, jusqu’en 2015 où elle entrera, mais à moitié seulement, dans la collection Art Nouveau des Musées royaux d’Art et d’Histoire au Cinquantenaire. Cette collection, qui séjourna d’abord pendant tout un temps au MRAC, a recréé en quelque sorte la richesse qui a dû être celle de l’exposition coloniale de 1897. L’autre est l’énigmatique sculpture dite Sphinx mystérieux (ivoire et argent sur socle en onyx), élevée au fil du temps au rang de chef-d’œuvre. Elle a dû intriguer le visiteur de 1897 et continue aujourd’hui à interpeller le visiteur du Cinquantenaire, avec son couvre-chef qui ressemble autant à une couronne qu’à un casque, avec son geste de la main entre religieux et païen, sa cuirasse qui laisse nues les épaules, et surtout son regard intérieur qui accroît le mys-

tère. Sans aucun doute que dans l'esprit de son créateur elle devait avoir quelque rapport avec l'Afrique profonde et sa conquête.

Mais ce n'est pas le Sphinx mystérieux qui est pris sous la loupe dans le présent article, mais l'autre statue en bronze celle-là, qui a pour nom In hoc signo vinces (par ce signe tu vaincras). Si le sculpteur ne l'a pas définie comme mystérieuse, le sort assez rocambolesque qui lui sera réservé l'entourera d'une légende propre à la rendre à son tour mystérieuse. L'épée brandie en signe de croix et la croix apparue à Constantin en pleine bataille (qui en se convertissant ouvrit l'empire romain au Christianisme) ressemblent à un appel de Léopold II aux missionnaires pour qu'ils viennent l'épauler dans la construction de son Etat. Il est inutile hélas d'aller au musée pour voir la statue dans son entièreté. Dès la fin de l'exposition la partie supérieure disparut. Il ne reste plus que le socle où se tortillent autour d'une colonne les forces du mal. La symbolique de la lutte de la civilisation chrétienne contre l'obscurantisme est manifeste.

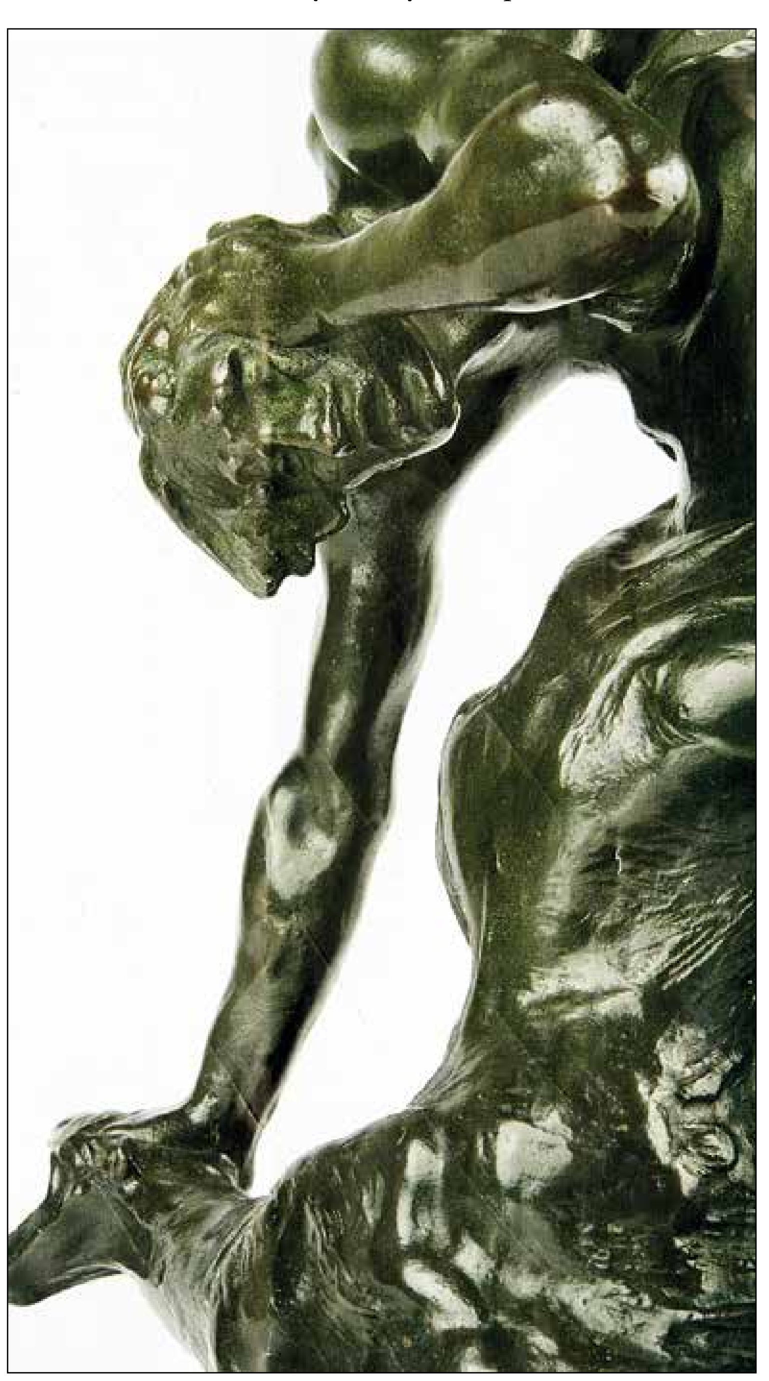
Qu'est-il arrivé pour qu'aujourd'hui le visiteur doive se contenter d'une demie statue, heureusement fort bien faite et pleinement représentative du style Congo ? Comme les traces se perdent dès 1897, on n'a que la cupidité comme explication. Il faut savoir que la sculpture avait été commandée à l'artiste par l'EIC pour servir de premier prix d'une loterie organisée dans le cadre de l'expo. Pour lui donner une valeur maximale l'artiste avait été invité à incruster des diamants dans l'épée en or et à placer dans la gueule du dragon un énorme diamant noir. La valeur totale de l'œuvre était évaluée à 100.000 francs de l'époque. La crainte de voir l'œuvre détruite par le bénéficiaire pour monnayer l'or de l'épée, les diamants et l'ivoire de la femme debout existait déjà à l'époque. On pense donc que c'est ce qui a dû arriver, à moins qu'un autre mobile ait opéré pour faire disparaître la femme bran-

Sources :

Proposition de Robert Van Michel.

Article du Prof. Dr. Werner Adriaenssens, conservateur des collections XXe siècle au Musée du Cinquantenaire.

Photos empruntées à l'article du professeur Adriaenssens, avec les remerciements aux ayants droit.



Détail de la sculpture *In hoc signo vinces* de Charles Van der Stappen. Bronze. 1897

Sphinx mystérieux de Charles Van der Stappen 1897



dissant la croix chrétienne. Quoi qu'il en soit, plus aucune trace depuis 1897 de la partie supérieure

Heureusement le socle qui forme à lui seul une belle composition se trouve en lieu sûr au Musée du Cinquantenaire où il tient lieu, avec le Sphinx mystérieux, de plus beau témoin de l'Art Déco. Sa symbolique du mal, avec le démon qui chute, le dragon qu'on écrase et le serpent qui ondule, reste des plus suggestive. Et pour la partie supérieure il ne reste que l'espoir que le hasard agisse une fois encore comme il le fit pour le socle, mais vu sa grande valeur marchande rien n'est moins sûr.

■ Fernand Hessel



In hoc signo vinces de Charles Van der Stappen. Bronze. 1897 sculpture originelle complète



Socle retrouvé de In hoc signo vinces

Festiv'Africa

La MC Saint-Michel et l'asbl Vitrine africaine mettront l'Afrique à l'honneur le samedi 17 septembre au Curo Hall à Anderlecht

Festiv'Africa !, organisé par la Mutualité Saint-Michel et l'asbl Vitrine africaine, est un événement festif, lieu de rencontres et de découvertes multiculturelles aux couleurs de l'Afrique, ouvert à tous, petits et grands. Pour cette 3e édition, 33 associations vous accueilleront.



C'est en effet le village associatif qui forme le cœur de l'événement : les organisations viennent exposer leurs projets, proposer de l'artisanat ou encore vendre des spécialités culinaires africaines. A côté de cela, des activités égayent la journée et permettent au public d'entrer en contact direct avec la culture africaine : des concerts, des démonstrations culinaires, de la mode, des activités pour enfants… L'année dernière, environ 800 personnes étaient venues visiter l'événement.

Festiv'Africa ! est né de l'envie de la Mutualité Saint-Michel de promouvoir son projet de coopération internationale au Nord-Kivu (RDC Congo). En effet, depuis 2009, un projet de partenariat a été initié entre la MC Saint-Michel et la Mutuelle de Solidarité pour la Santé (MUSOSA) basée à Butembo dans l'Est du Congo. En parallèle à ce projet au sud, la MC Saint-Michel souhaitait également conscientiser la population belge à la solidarité internationale et collaborer avec les Africains résidant en Belgique.

Petit à petit, le projet de Festiv'Africa ! a vu le jour en collaboration avec l'asbl Vitrine africaine. Cette asbl répertorie les initiatives de la diaspora africaine en Belgique, offrant aux associations un espace de rencontre et de visibilité par l'intermédiaire de son portail web. Un partenaire idéal donc pour promouvoir l'événement auprès du public.

Ensemble, la Mutualité Saint-Michel et l'asbl Vitrine africaine ont pu impliquer dans l'événement de nombreuses ONG, associations et autres asbl en lien avec l'Afrique.

Des activités égayent la journée et permettent au public d'entrer en contact direct avec la culture africaine : des concerts, des démonstrations culinaires, de la mode, des activités pour enfants.

Sans l'adhésion de ces associations au projet, Festiv'Africa ! n'aurait pas pu éclore. "L'objectif de Festiv'Africa !, c'est avant tout de créer du lien entre les différentes nationalités présentes sur place, du réseau entre les différentes organisations et des échanges entre le public et les associations. Au travers de Festiv'Africa !, il s'agit aussi de montrer combien la culture africaine est bien représentée en Belgique, de la valoriser et de souligner combien elle est porteuse de richesses et d'espoir." souligne Mercedes Baurant, coordinatrice de Festiv'Africa !.

L'événement est gratuit et ouvert à tous, jeunes et moins jeunes, à la diaspora africaine évidemment mais également à toutes les nationalités à Bruxelles et partout ailleurs en Belgique. Rendez-vous le 17 septembre à Festiv'Africa !

Entrée gratuite !

Samedi 17 septembre 2016
de 12h à 20h.
Au Curo Hall
7, rue Ropsy Chaudron
à 1070 Anderlecht
Métro Clémenceau

Plus d'infos :
www.mc.be/festivafrica
02 501 51 96
cooperation.bxl@mc.be

Suivez-nous sur
www.facebook.com
/festivafrica.be

Coopération belge au Congo 1

Les partenaires

La pratique de la coopération a évolué à mesure que l'on s'est éloigné du temps des colonies. L'intention s'est manifestée immédiatement après l'indépendance certes, mais elle ne démarrera sur le terrain qu'au début de 1963. L'Office de Coopération au Développement tout frais émoulu devait mettre en place une toute nouvelle administration, avec des contraintes émanant du service du personnel d'Afrique de l'ancien ministère des Colonies (44 emplois sur les 48 autorisés initialement devaient être attribués aux anciens de la colonie), avec des visées d'hégémonie du ministère des Affaires étrangères rêvant d'une coopération au service de la diplomatie, sans oublier le lobbying des groupes d'intérêts d'origine coloniale rêvant d'une coopération au service du commerce. Les trois départements (diplomatie, coopération et commerce extérieur) finiront inévitablement sous le même chapeau.

La pratique de la coopération a évolué à mesure que l'on s'est éloigné du temps des colonies. L'intention s'est manifestée immédiatement après l'indépendance certes, mais elle ne démarrera sur le terrain qu'au début de 1963. L'Office de Coopération au Développement tout frais émoulu devait mettre en place une toute nouvelle administration, avec des contraintes émanant du service du personnel d'Afrique de l'ancien ministère des Colonies (44 emplois sur les 48 autorisés initialement devaient être attribués aux anciens de la colonie), avec des visées d'hégémonie du ministère des Affaires étrangères rêvant d'une coopération au service de la diplomatie, sans oublier le lobbying des groupes d'intérêts d'origine coloniale rêvant d'une coopération au service du commerce. Les trois départements (diplomatie, coopération et commerce extérieur) finiront inévitablement sous le même chapeau.

Schéma des articles
(provisoire)

Durant les premières décennies la coopération gardera une grande autonomie grâce à une administration autonome placée directement sous l'autorité du ministre en charge, sous le nom d'Administration générale de la Coopération au développement, popularisée sous son sigle AGCD, jusqu'à la grande réforme de 1989 où elle devint la sixième direction générale du Service public fédéral des Affaires étrangères, sous le sigle de DGD. Si la structure administrative n'a cessé de se modifier, la pratique de la coopération sur le terrain a connu des mutations beaucoup plus fondamentales encore. De simple assistance à une administration congolaise en pleine construction elle est passée vers 1970, sous l'instigation de l'OCDE, à une coopération aux responsabilités bilatérales mieux affirmées et assumées et visant plus explicitement la participation de la population-cible aux programmes ; puis à partir des années 1990 à un partenariat de plus en plus pointu, basé sur des accords contraignants, ambitionnant ouvertement une coopération de type gagnant-gagnant, dans la perspective e par toutes les parties d'un développement durable.

Dans les premières années, la Belgique, concentra tout naturellement son aide, en hommes, équipements et argent, sur ses trois anciennes possessions, à savoir le Congo depuis 1960, le Rwanda et le Burundi depuis 1962. Cette priorité à l'Afrique centrale, qui remonte en définitive à Léopold II, n'a pas fondamentalement changé jusqu'à ce jour, en dehors des années nonante qui connurent une désaffectation certaine. Plus de la moitié de l'aide publique belge est allée à ces trois pays. L'autre moitié fut attribuée de manière variable, et quant aux montants et quant aux bénéficiaires, à une pléthore de pays, dont après coup on peut se poser la question du pourquoi. La politique proprement belge n'était sans doute pas étrangère à cet éparpillement peu productif.

A partir de la grande réforme de 1989 la théorie de la concentration se fit de plus en plus impérieuse. Elle acquerra force de loi en 1999.

Le nombre de pays partenaires passa des 50 qui ont bénéficié de l'aide belge durant les premières décennies à 25 en 2000, pour descendre au nombre actuel de 14, fixé par arrêté royal en 2004. La liste, établie en fonction notamment du niveau de pauvreté des populations visées, de la disponibilité à la bonne gouvernance de la part des gouvernements partenaires et des chances d'une bonne fin des actions entreprises, se présente aujourd'hui comme suit : Bénin - Burkina Faso - Burundi - Congo (Rép. Dém.) - Guinée - Mali - Maroc - Mozambique - Niger - Ouganda - Rwanda - Sénégal - Tanzanie - Territoire palestinien.

L'AGCD n'est pas restée longtemps seule pour mettre en exécution projets et programmes. Au fil des années elle s'est adjoint la collaboration de partenaires, internationaux et nationaux. La préoccupation première en matière de recherche de partenaires est d'optimiser la

contribution, grâce à l'expertise des uns et des autres, grâce à l'accroissement des moyens par le partage du financement, grâce au contrôle mutuel de la pertinence des actions entreprises. En ces temps de mondialisation il semble évident que la coopération gagne à opérer en synergie avec d'autres bailleurs. La DGD, avec ses quatre directions (D1 Direction géographique ; D2 Direction thématique, comprenant l'importante enveloppe de l'aide humanitaire ; D3 Direction de la Société civile ; D4 Direction de la Gestion de l'organisation), persévère bien entendu dans cette voie.
Un petit pays comme la Belgique a tout intérêt à adhérer à la politique des organisations internationales pour donner un maximum de signification à son aide. Aussi ne s'est-elle pas limitée à verser fidèlement ses contributions obligatoires à l'ONU (PNUD), à l'UE, au Groupe Banque Mondiale… elle a procédé également, surtout à partir des années septante (crise du Sahel) par contributions volontaires à une série d'organisations plus sectorielles : OIT, UNICEF, OMS, HCR, FNUAP, CICR, UNESCO, PNUE, FENU, OIM, HCDH, UNIFEM… dont le nombre a été fixé par AR en 2008.



Au plan national l'éventail des partenaires s'est progressivement agrandi, surtout depuis la montée en puissance des ONG, à partir des années nonante. La société civile qui regroupe l'ensemble des intervenants autres que gouvernementaux se partage une enveloppe qui n'a fait que grossir avec les années, aux dépens de l'enveloppe bilatérale gérée directement par la DGD et son bras exécutif la CTB. Ainsi :

• Pour la mise en oeuvre de son enveloppe bilatérale directe la Coopération compte par contrat de gestion sur la Coopération technique belge (CTB) (seul organe à engager encore des coopérants à l'ancienne pour le terrain, sous contrat à durée déterminée), mise en place en 1989, devenue Agence belge de développement (BDA) en 2016. Dans l'esprit du gouvernement il ne s'agit pas d'un simple changement d'étiquette, mais d'un sursaut qui doit permettre à la Belgique de mieux s'intégrer dans l'Agenda 2030 pour le Développement durable, approuvé à New York en 2015.

• Pour soutenir le secteur privé dans les pays partenaires la Coopération recourt aux services de la Société belge d'Investissement pour les pays en Développement, BIO en sigle.

• Les universités belges quant à elles, partenaires de première ligne, se sont regroupées sous deux coupoles qui ont pour nom :
- au nord le VLIR, pour Vlaamse interuniversitaire Raad, institué en 1976, regroupant la KUL, l'UAntwerpen, l'UGent, l'UHasselt et la VUB, opérant en coopération via sa division UOS ;
- au sud le CIUF, pour Centre universitaire de la Communauté française, devenu en 2013 la Chambre des Universités de l'Académie de recherches et d'Enseignement supérieur, regroupant l'UCL, l'UNamur, l'USaint-Louis, l'ULB, l'UMons, l'ULg & Gembloux Agro-bio Tech, opérant via sa division CUD.

• Les institutions scientifiques, à savoir l'Institut de Médecine tropicale, le Musée royal de l'Afrique centrale, l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique, apportent également leur pierre à l'édification des pays en retard de développement.

• Les ONG de développement agréées (105 en 2016), regroupées en Fédération des ONG de coopération en développement ACODEV, sont devenues par leur capacité à approcher le terrain au plus près des partenaires incontournables.

• Les asbl APEFE (Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger) et VVOB (Vlaamse Vereniging voor Ontwikkelingssamenwerking en Technische Bijstand), soutiennent avec l'appui financier de l'Etat belge le renforcement institutionnel des pays avec lesquels elles ont conclu des conventions de coopération.

• Les administrations communales, via l'UVCW, l'AVCB/VSGB, le VVSG, apportent à leur tour une contribution plutôt modeste au développement des pays avec lesquels elles ont créé des liens.

• Les organisations syndicales procèdent à d'utiles échanges avec les associations sœurs des pays avec lesquels elles ont des affinités, avec l'appui de la coopération.

• Les associations de migrants, les maisons d'accueil pour étudiants ressortissants des pays en développement, bénéficient de l'appui financier de l'Etat.

Tous ensemble, DGD et partenaires, tendent vers la réalisation effective de l'objectif de la coopération belge qui est idéalement de 0.7 % du PIB, mais qui ne dépasse guère 0,4 %.

■ Fernand Hessel

Adresse utile

Pour suivre les activités de la Coopération belge, trimestre par trimestre, un abonnement à Globe-be, magazine de la DGD, s'impose. Il est digital, à partir de 2017, et gratuit.

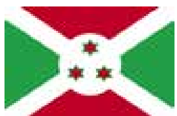
Consulter : dg-d.be ou globe-be.be

Il aborde toutes les thématiques à l'œuvre en matière de coopération, avec une attention particulière pour les réalisations belges.



Vie des associations





Calendrier des manifestations de 2016

Pour toute insertion ou correction, téléphoner au **0496 20 25 70** ou écrire à **fernandhessel@skynet.be**

2016	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
ABC (Alliance belgo-congolaise - Kinshasa) : 00 243904177421 - afalitombo@yahoo.fr												
AFRIKAGETUIGENISSEN : g.bosteels@skynet.be												
AKIMA (Amicale des anciens du Kivu, du Maniema et d'Albertville) : 02 375 12.42				23J								
AMI-FP-VRIEND Limburg – Hasselt	14U	11U	10U	14U	12U	9U	14U 21E	11U	8U	14AW	10U 15E	8U
AMI-FP-VRIEND West-Vlaanderen : 050 31 14 99	6G	7A	2F	6F	4F	1Q	6V-21E	7PE	17E	5F	2F 11-15 E	7T
APKDL (Amicale des pensionnés des réseaux ferroviaires Katanga-Dilolo-Léopoldville) : 04 253 06 47				5AW		4B			10J	13J		3J
ARAAOM (Assoc. royale des anciens d'Afrique et d'outre-mer de Liège) : 04 867 41 94	31F		25M 27P	1P 24AB	22L 28Q	19IE	16P		25E	23L		18D
ASAOM (Amicale spadoise des anciens d'outre-mer de Spa) : 0477 75 61 49	17AB			27M	22L	19REW				23		
BOMATRACIENS (Les Bomatraciens et les amis du Bas-Fleuve) 02 772 02 11 - mukanda@skynet.be						21Q						
COMPAGNONS DE L'OMMEGANG	19M			5M, 7E, 12A	8E 10M		1E... 21E 26M	6V		25M	11E-15E 24J	
CONGORUDI (Association royaledes anciens du Congo belge et du Ruanda-Urundi) : 02 511 27 50						4AW			23G	23B		
CRAA (Cercle royal africain des Ardennes de Vielsalm) : 080 21 40 86			19AW		19MF	19EW				19M		
CRAOKA - KKOOA (Cercle royal des anciens officiers des campagnes d'Afrique) : 0494 60 25 65				28A			5E		15E			
CRAOM – KRAOK (Cercle royal africain d'outre-mer) FONDÉ EN 1889 - WWW.CRAOM.BE	5G-19C	6X-16B	24C	19C	27C-27S	4P			20C			
CRNAA (Cercle royal namurois des Anciens d'Afrique) : 061 260 069				17AB								
CCTM (Cercle de la Coopération technique militaire)												
FRATERNITE BELGO-CONGOLAISE m.faeles@live.fr												
IMJ (Anciennes de l'institut Marie-José) : 02 644 96 84									10A	15E		
KKVL (Koninkelijke koloniale vereniging van Limburg) : 011 22 16 09	23I		12AB		8E					8B		
LA MAISON AFRICAINE : 02 649 50 15 - jmassaut@gmail.com												
MAN (Musée africain de Namur) 081 23 13 83 - info@museeafricain.be												
MANONO Jean Thiriar 02 653 20 15				23J								
MDC (Mémoires du Congo et du Ruanda-Urundi) : 02 649 98 48		2KB	8KB 25 0	15 0-26A 29 0	10K-13 0 27 0	7K		26 0	9&23 0	11K 7&21 0	8K 4&18 0	13K 2&16 0
MOHIKAAN (DE) (Vriendenkring West-Vlaanderen) 059 26 61 67 - bobliv@skynet.be					25P	23V				23B		18N
NIAMBO : 02 375 27 31	23AP	28P				5Q		21JV	18Q		25-27P	
N'DUKUS na Congo : 02 346 03 31 - 02 251 18 47 - 02 652 58 33		24G		21P			30Q		22G			
O REI DO CONGO Amis du Congo-Zaïre (Retrouvailles luso-congolaises) Fernão Ferro – Seixal, Portugal						11J						
REÜNIE CONGO-ZAÏREVRIENDEN : 09 220 69 93												
SIMBA (Société d'initiatives montoises des Belges d'Afrique : 0475 42 25 29			19A		21G							
URCB (Union royale des Congolais de Belgique)						11J						
URFRACOL (Union royale des Fraternelles coloniales)				28A			5E		15E			
UROME (Union royale belge pour les pays d'outre-mer) : www.urome.be			3M	14A								
VÎS PALETOTS (Association du personnel d'Afrique de l'UMHK) 02 354 83 31												
VOKDO (Vriendenkring van Oud Kolonialen van Diest en omstreken)												

CODES : **A** = assemblée générale. **B** = moambe. **C** = déjeuner-conférence. **D** = bonana. **E** = journée du souvenir, hommage. **F** = gastronomie. **G** = cocktail /apéro. **H** = fête de la rentrée. **I** = invitation. **J** = rencontre annuelle **K** = projections. **L** = déjeuner de saison (printemps, été, automne). **M** = Conseil d'administration. **N** = fête anniversaire. **O** = forum. **P** = activité culturelle/historique. **Q** = excursion ludique. **R** = Office religieux. **S** = activité sportive. **T** = fête des enfants. **U** = réception. **V** = barbecue. **W** = banquet/déjeuner/lunch. **X** = conférence-expo. **Y** = jubilé. **Z** = biennale.

MDC remercie d'avance toute association qui accepte de contribuer à la mise à jour et/ou à la rectification du tableau.

En outre l' accord est acquis d'office pour une large diffusion de celui-ci dans les publications propres aux associations, avec un remerciement anticipé pour la mention de la source : Extrait de Mémoires du Congo et du Ruanda-Urundi, n°..., du .../.../20...

Il est à noter qu'en sus des activités des associations ici répertoriées il existe un grand nombre de rencontres informelles d'anciens qui, d'année en année, perpétuent leur passé africain, sans pour autant se structurer en association sur base de statuts. Il s'agit de rencontres purement amicales, ne publiant ni programme ni compte-rendu, et partant difficiles à reprendre dans le présent répertoire.

Solidarité sportive : RAFI'KIDS

Une fois n'est pas coutume, le Tam-Tam ouvre ses colonnes à un appel à la solidarité, en appui à une initiative qui a germé sur les rives de la Vesdre à Verviers, en 2012, sous l'instigation de Benjamin Simonis, un ancien du RCB local, qui fit le constat à Kigali, où il avait débarqué pour raison professionnelle, que le basketball y comptait des terrains mais peu d'adeptes.

Quand on sait combien le sport est apte à consolider les valeurs dont les pays d'Afrique centrale ont besoin pour garantir la paix, prioritairement auprès des jeunes, l'Araaom se fait un devoir de contribuer par sa revue à accroître la visibilité de la louable action entreprise par l'asbl. Bien qu'il ne s'agisse pas en l'occurrence de l'histoire des anciens d'outre-mer, l'appui au développement des sports contribue à sa manière à l'œuvre belge en Afrique centrale, laquelle fut de tous temps, de l'Etat indépendant du Congo, à la charnière entre le XIXe et XXe siècle, à l'Afrique indépendante d'aujourd'hui, en passant par la colonisation, la préoccupation des Belges engagés dans la lutte des Africains pour un avenir meilleur.

Soixante jeunes Rwandais, issus du quartier pauvre de Nyamirambo et dépourvus pour la plupart de tout équipement adéquat, pris en mains par Benjamin Simonis et Crispin Gishoma, formèrent le premier noyau de Rafi'Kids. La salutaire entreprise ne tarda pas à grandir et à enthousiasmer un grand nombre de jeunes, si bien qu'un appel à l'aide financière ou matérielle devint inéluctable. Le besoin de pérenniser l'action persuada bien vite les deux bénévoles de se muer en association de droit, avec pour objectif de développer le basket auprès des jeunes et collecter à cette fin des appuis extérieurs, surtout qu'après le départ de Benjamin Simonis, l'initiative risquait de tourner court faute de moyens, comme souvent en Afrique subsaharienne.

L'asbl proprement dite vit le jour en 2013, par l'entremise des trois fondateurs que sont Benjamin Simonis, Jérôme Thelen et Jean-Michel Belleflamme, accompagnés au plan technique de Jérôme Jacquemin et Alain Denoël et rejoints en 2015 par le graphiste Manu Bouchoms. Le proverbe africain, inscrit au fronton de la page sociale de Rafi'Kids, démontre à suffisance qu'il ne s'agit en aucune manière d'un racket humanitaire de plus, visant à faire payer le nanti : "Si tu as de nombreuses richesses, donne ton bien; Si tu possèdes peu, donne ton cœur.". C'est la raison pour laquelle l'ARAAOM se fait un devoir d'appuyer l'initiative.

Si tu as de nombreuses richesses, donne ton bien.

Si tu possèdes peu, donne ton cœur.

Depuis sa fondation l'asbl organise des événements et des collectes d'équipement dans les clubs de la région de Liège, en vue de donner à l'entreprise les moyens de réaliser ses projets.

Déjà elle n'est plus seule puisque les entreprises soucieuses d'aider l'Afrique dans ses efforts de modernisation se multiplient : Décathlon Verviers, Brussels Airlines, Brucargo Air Freight, Voo, TradeConcept, Crowdfunders et la plupart des clubs de basket de la province de Liège, sans oublier l'équipe nationale les Belgian Lions. La presse n'est d'ailleurs pas insensible à cette initiative de jeunes belges pour de jeunes rwandais, en ce compris Télévesdre.

Dans la DH, La Meuse, L'avenir, les titres sont éloquents : Noël au Rwanda pour coaches verviétois ; Des vareuses pour les Rafi'kids ; Succès, engouement et émotion à Kigali…

Pour plus d'information sur les buts, les réalisations, les programmes et les modalités d'aide, consulter :
www.rafikids-basketball.be

Programme de fin du deuxième semestre 2016

A partir du présent numéro l'ARAAOM veillera à insérer son programme semestriel afin de permettre à ses membres d'inscrire à temps dans leur agenda les manifestations qu'elle organise à leur intention, espérant par-là accroître la participation. Ce programme vient en appui au Calendrier général des manifestations et aux Echos des revues partenaires.

Rappel des modalités d'inscription valables pour toutes les manifestations payantes

L'inscription se fait par mail au secrétariat : odette.vieilvoye@skynet.be ou par téléphone au secrétariat : 04 227 74 74 ou auprès de la Commission des fêtes : 0486 83 88 76 de Jo Bay ou 0486 74 19 48 d'Odette François-Evrard
Le versement se fait au compte de l'ARAAOM : BE69 0000 8325 3278 (BIC -> BPOTBEB1), au plus tard 6 jours ouvrables avant la date de la manifestation. Seul le payement vaut réservation ferme.

Le remboursement de l'écot ne sera effectué que si l'annonce de l'empêchement est faite au plus tard 3 jours ouvrables avant la date de la manifestation. Les préférences pour une table ou une compagnie sont à préciser lors de l'inscription. En cas de nécessité, les manifestations feront l'objet d'un rappel par mail ou par lettre circulaire à l'approche de chaque date concernée, comprenant les précisions de dernière minute. Les membres des cercles amis sont les bienvenus à toutes les manifestations.


La Pitchounette


Les Cat'Prés



Les Waides

Juillet (Pour mémoire)

Le samedi 16, à 11h30 : Journée de l'amitié au Cat'Prés à Nandrin, rue Sotrez 39 ; déjeuner-conférence (Education au Congo par Fernand Hessel) ; 28 € ; inscription clôturée le 10 juillet.

Août (Pour mémoire)

Relâche.
Les intéressés par une visite groupée de l'Expo Dali aux Guillemins sont invités à se manifester.
Prix Senior 10€ + 2,5 € pour l'audioguide.

Septembre

Le jeudi 25, à 10h45 : Journée du Souvenir, dépôt d'une gerbe au cimetière américain, route du Condroz, 164, 4121 Neupré ; suivi d'une visite guidée du cimetière et d'un déjeuner au menu exotique aux Cat'Prés. 33 €
Inscription clôturée le 20 septembre.
NB : Parking disponible dans l'enceinte du cimetière.

Octobre

En fonction de la maturation des fruits, cueillette de pommes dans le verger de M. et Mme Heins (membre de l'ASAOM), comme en 2015, en vue d'en vendre le jus pour assainir les finances, accompagné d'un repas champêtre sur place. Merci aux cueilleurs bénévoles de se manifester par téléphone auprès de la commission des fêtes ou par mail auprès du secrétariat, afin de recevoir toute indication utile.
Le dimanche 23 : Déjeuner d'automne (gibier) à la Pitchounette, Arbespine, 19, à Tiège/Sart-lez-Spa, conformément à la tradition. 37 €.

Novembre

Relâche.

Décembre

Le dimanche 18, Fête de la Bonana aux Waides, rue des Waides, 80, à Cointe-Liège, avec tombola et accompagnement musical.

A la rencontre des Tchabots de Lessive (4 juin 2016)

Pour renforcer l'ambiance par le nombre et la diversité, l'Amicale des Pensionnés des Réseaux ferroviaires Katanga-Dilolo-Léopolville (APKDL) n'est jamais à court d'imagination. Elle est même pionnière en matière de rapprochement entre les associations, même si certaines comme les Tchabots de Lessive n'ont pas de liens historiques avec l'Afrique centrale.

C'est sans doute là que réside le secret d'amener des jeunes autour de nos tables vieillissantes. Le mouvement de mémoire de l'oeuvre belge sous les tropiques ne peut que s'en réjouir. Et la dynamique d'APKDL ne se limite pas à l'ambiance. Au plan de l'information, elle a réussi en l'espace de quelques années à faire de sa revue une référence.

Comme l'ARAAOM est fidèle en amitié, elle se devait d'être présente à la rencontre de Lessive. Elle le fut du reste avec plusieurs de ses membres, présidente en tête. Et renforça à sa manière le nombre de 124 participants dont 72 full KDL, comme ils disent.

Pourtant la météo incitait à la prudence, les médias s'ingéniant, avec quelque retard sur la réalité du terrain, à annoncer que Lessive était quasi sous eau.
Et en effet ceux qui vinrent par Rochefort se trouvèrent devant un panneau d'accès interdit, que le besoin de moambe incita à contourner avec toute la prudence nécessaire. L'expérience de la piste africaine fit le reste.
Puis la salle est sise rue de la digue.

La récompense fut au bout du chemin : salle spacieuse résonnant des habituels cris du bonheur de se retrouver, table accueillante assurée par un service plein de savoir-faire, retrouvailles et connaissances nouvelles pleines d'émotion, évocations diverses dont celle, portrait à l'appui, des services rendus par le président sortant, Claude Bartiaux, dévouement peu commun de l'initiatrice de la rencontre, Angèle Deseure.

L'observateur attentif remarquera qu'il reste de la place dans la grande salle.

Les quelques instantanés parmi les centaines qui furent captés disent mieux que les mots l'art de créer l'ambiance dont l'APKDL, son équipe et les bénévoles qu'elle mobilise, ont le secret. L'observateur attentif remarquera qu'il reste de la place dans la grande salle.
A l'année prochaine donc à ceux qui hésiteraient encore.









Journée de l'amitié à Nandrin

Après avoir bougonné pendant une période interminable à l'abri des nuages, le samedi 16 juillet 2016 le soleil cachectique de Wallonie a daigné sortir de sa léthargie pour inonder de sa lumière bienfaisante les vastes campagnes condrusiennes, où l'ARAAOM avait décidé de planter sa tente.

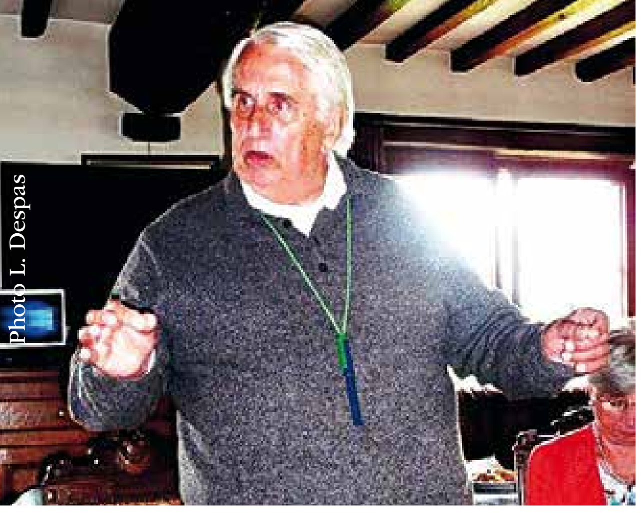
Seize anciens d'Afrique se donnèrent ainsi rendez-vous, pour la seconde fois, au Cat' Prés à Nandrin, où l'accueil fut assuré par un amphitryon charmant et attentionné, Catherine Degive, fille de Ninette Cogniaux, la fidèle des fidèles de l'ARAAOM. Confortablement installés sur la vaste terrasse avec vue imprenable sur un paysage bucolique, les hôtes eurent tout loisir d'apprécier les amuse-gueules.

Le déjeuner, fait de délicieux boulets liégeois accompagnés de compote de pommes et de frites, arrosé de bons vins, ne manqua pas de titiller les papilles gustatives des convives, assemblés autour de la grande table, sous la joviale présidence d'Odette François-Evrard.

Comme à l'accoutumée la bonne humeur fut générale et les échanges de souvenirs ne tardèrent pas à chauffer l'ambiance.
On se posa d'ailleurs la question de savoir comment certains "logodiarrhéiques", tels Claude Bartiaux et Fernand Hessel, trouvèrent le temps de manger.

La bonne humeur fut générale et les échanges de souvenirs ne tardèrent pas à chauffer l'ambiance.

L'assemblée mit l'occasion à profit pour renouer avec une vieille tradition, quelque peu tombée en désuétude, qui est d'insérer dans le menu une conférence, aux fins d'associer culture et nourriture. Dans le déjeuner-conférence la partie culturelle fut assurée par Fernand Hessel, aussi brillant orateur que rédacteur, qui fit un exposé sur l'éducation au Congo à travers les siècles.
Limité par le temps, il accomplit l'exploit de résumer, en termes clairs, brefs et précis, les grands épisodes qui marquèrent l'enseignement durant six siècles dans ce grand pays d'Afrique centrale, louant les actions positives sans occulter les erreurs et les manquements.



Tous les membres des différentes associations peuvent trouver l'exposé complet de cette étude dans la revue de Mémoires du Congo, à partir du n°34, sous le titre d'Esquisse historique de l'éducation au Congo.

L'esprit satisfait de ce complément d'information, on savoura les délicieuses tartes, servies avec une tasse de café ou de thé bien chaud. Avant de se quitter, les amateurs d'art purent admirer les peintures et les bijoux, aussi beaux qu'originaux, de Chantal Demoulin, fille d'Albert Demoulin, sympathique porte-drapeau de l'ARAAOM, exposés dans un coin de la salle à manger.

Vers seize heures, joyeux et comblés, les hôtes quittèrent par petits groupes, non sans remercier chaleureusement le personnel qui s'était dévoué à satisfaire tout le monde, bien décidés à remettre le couvert aux Cat'Prés à la première bonne occasion.

■ Louis DESPAS







SPA





Cokaifagne à l'honneur

Le modeste bourg de Cokaifagne, appartenant aujourd'hui à l'entité communale de Jalhay et anciennement au village de Sart-lez-Spa, n'est pas seulement entré dans l'histoire pour son ancien hôpital, parti en ruines à la fin du XVIe siècle, il a aussi hébergé un illustre vétéran du Congo.

Charles Lemaire (1863-1926), originaire de Cuesmes, au service de l'Etat indépendant du Congo de 1889 jusqu'en 1907, et premier directeur de l'Ecole coloniale supérieure d'Anvers fondée en 1920, y acquit une propriété qu'il baptisa Les Sources, toujours connue sous le nom de Ferme rose, mais devenue depuis peu l'Hôtel The Kottage. Durant la Grande guerre les Allemands tracèrent dans sa propriété ardennaise une piste d'aviation pour y camoufler sept avions d'observation en appui à leurs troupes. De nombreux écrits parurent sous sa signature, dont un plaidoyer pour la construction d'un barrage sur la Hoëgne, la rivière qui arrosait ses terres fagnardes, lequel hélas ne verra jamais le jour, au grand dam des villageois qui y perdirent une précieuse source d'énergie électrique. La Biographie coloniale résume sa personnalité en quelques qualificatifs élogieux : "courageux, loyal, désintéressé, chef intrépide et consciencieux, éducateur, aimant l'indigène". Il appartient de toute évidence à la catégorie des pionniers qui vécurent les pieds dans la boue et la tête dans les étoiles.

Il nous laissa des carnets, déposés dans les Archives Charles Lemaire au MRAC, qui permettent de le suivre au jour le jour sur le terrain dans le district de l'Equateur. Le prof. D. Van Groenweghe en fit un commentaire dans les Annales Aequatoria (n°7, 1986). Ce précieux journal nous apprend, ligne après ligne, comment les pionniers ont jeté les bases du grand Congo. Et nous permet de mieux comprendre comment certains, pétris d'humanisme, ont lutté pour alléger autant que faire se put le poids du travail forcé. Lemaire lui-même s'en expliquera après son retour au pays : "Pour tout le monde, l'Afrique Centrale n'était qu'une terre d'épouvante. Mon esprit était tout disposé à accueillir les dires de nos anciens. C'est ainsi que mon éducation commença dans les coups de canons et de fusils, dans les incendies des villages, en un mot dans les abus et les sur-abus de la force avec tous ses excès… Pendant ce temps, je suivis les exemples reçus, puis peu à peu j'en vins à douter de l'excellence de nos procédés: Je relus avec horreur mes premiers rapports; mon être tout entier se ressaisit; je me jurai de consacrer mes efforts à la race noire. Il m'a fallu quatre ans pour ouvrir les yeux à la réalité."

Charles Lemaire courageux, loyal, désintéressé, chef intrépide et consciencieux, éducateur, aimant l'indigène

C'est ainsi qu'en 1907, las des exactions dans la collecte du caoutchouc, il donnera sa démission, tout en continuant à défendre la grandeur de l'entreprise coloniale belge au cœur de l'Afrique noire, toujours fidèle à la devise sertie dans les armoiries de l'EIC : "Travail et progrès3.

C'est ainsi aussi que malgré son énorme contribution au développement du Congo, comme administrateur du district de l'Equateur (1889), comme scientifique en matière de cartographie, de botanique, d'ethnographie, comme fondateur de la Villa coloniale à Watermael pour les coloniaux convalescents (1897), comme prospecteur au Katanga (1898), comme officier engagé dans l'occupation de l'enclave du Lado (1902) et dans la répression de la révolte des Batetela (1905), comme homme de culture et d'éducation à l'Expo coloniale de Tervuren en 1897, comme pédagogue dans l'élaboration du programme des futurs administrateurs à Anvers, comme linguiste particulièrement en esperanto, il connut une période de disgrâce que sa promotion à la tête de la future UNITOM contribuera à gommer.

L'ASAOM se souvient

S'il est une tradition à laquelle les cercles d'anciens d'outre-mer restent attachés, c'est la journée du souvenir où, par reconnaissance pour leurs aînés sous les tropiques, ils déposent une gerbe au pied du monument qui leur est dédié dans les villes où les cercles ont le culte de la mémoire, comme à Vielsalm, Spa, Liège, Namur, Hasselt, Blankenberge, Bruxelles. La pratique n'est pas générale. Rien dans ce sens ne se fait à Nivelles, Ostende … A l'opposé il y a des monuments pour lesquels il n'y a plus de cercle pour recevoir des fleurs, comme à Verviers.

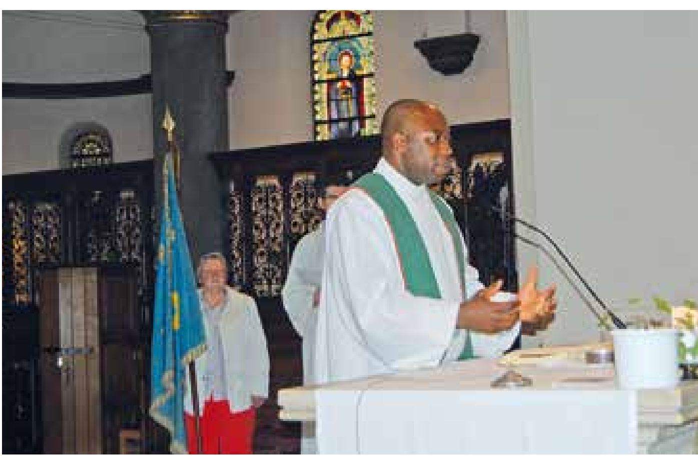
Que les membres du comité aillent fleurir symboliquement les monuments est une chose, participer à la cérémonie en est une autre. On ne peut pas dire que les jours consacrés au souvenir il y a foule autour des stèles qui rappellent l'engagement des aînés en Afrique noire, le plus souvent au prix de leur vie pour les pionniers.

Et ne parlons pas des autres jours de l'année, et a fortiori pas des simples passants pour qui de manière générale ils ne sont que les vestiges d'un passé qui ne les concerne plus. Il en va de même du reste des monuments aux héros de guerre dans nos villes et villages. Le bruit du canon s'est tu depuis longtemps !

A l'ASAOM, à Spa, le dépôt de la gerbe au modeste monument dans le parc de Sept heures est précédé d'une messe à l'église paroissiale. L'ironie de l'histoire fit que, le 19 juin 2016, et l'officiant et la chorale et les membres d'une ONG venus commémorer leurs aînés fussent tous originaires du Congo. Les optimistes diront que c'est là un bel exemple des bienfaits de la colonisation.



Puis comme à l'accoutumée les membres du cercle et les quelques invités se rendirent au restaurant de l'hôtel Silva pour l'apéro et le lunch, assaisonnés des évocations de circonstances et l'échange de souvenirs du temps déjà lointain pour la plupart où le Congo était encore leur seconde patrie.





Le rendez-vous d'Ostende

C'est devenu une tradition pour les cercles du sud de participer aux manifestations organisées par les cercles du nord. Dans la bonne tradition belge d'Afrique qui a toujours prôné un esprit national, fédéral comme on dit maintenant, sans faire trop d'histoires autour de nos frontières et différences, l'aventure des Flamands, Bruxellois et Wallons, étant la même. Du reste le phénomène n'avait rien de particulier, les Belges n'étant jamais aussi unis que loin de leur pays.

C'est ainsi que le 23 juin 2016 la rédaction a fait le déplacement à Ostende pour participer à la fête, traditionnelle à pareille saison, de l'Indépendance du Congo (Dipenda comme ils l'appellent), organisée par Les Mohicans, les biens nommés puisqu'ils forment le dernier carré des coloniaux, descendants et amis inclus, de la Flandre occidentale.

Dans la bonne tradition nationale, l'organisation prévoit en bonne place une table des francophones. Par dernier carré il y lieu de comprendre un vaste ensemble de tables où cette fois 110 anciens avaient pris place, heureux de passer un bon moment ensemble. Surtout que les convives se regroupent par ville d'origine. On y trouve la table des Knokkois, des Gantois … et il y a même la table des Missionnaires, délicate et originale attention des Ostendais.

Un peu moins de participants cette fois que pour la traditionnelle moambe de fin d'année, d'abord parce que le cercle a changé le lieu de la rencontre (de Den Stuyver à Groeneveld), puis parce que la saison incite aux vacances, même à Ostende. Pour la petite histoire coloniale de la ville, le défunt cercle KUKOK (Kustkolonialen) se réunissait déjà à cet endroit.

Au menu il y a toujours quelque nourriture spirituelle sous forme de communication, selon le talent des invités ou habitués, et quelque table de vente d'objets africains pour la bonne cause.
Le président Van Hee ne manqua pas non plus de présenter son dernier ouvrage comprenant 68 témoignages exclusivement de femmes (dont une partie prend la pose ci-contre), sous le titre de Blanke vrouwen in Congo.







Les épouses se plaignent souvent semble-t-il d'avoir vécu dans l'ombre de leurs machos de maris. Les voilà mises en lumière.

Belle journée, pourtant loin de la plage, qui se clôtura par le verre de l'amitié offert aux membres qui fêtaient ce jour leur anniversaire.

Les liens entre Le Mohikaan et d'autres cercles d'anciens sont solides, comme avec Congo-Zaïre Ünie de De Pinte (Gand), et comme il y a peu avec la Fraternité belgo-Congolaise. Mémoires du Congo, avec qui les échanges sont fréquents, estime qu'ils pourraient encore s'intensifier, par l'adhésion de Mohikaan à l'UROME.



Le Congo en Belgique 3

Au Congo à Baelen

Le tour des rues faisant référence au Congo en Belgique se poursuit et oblige à marquer un arrêt à Baelen où pas moins de trois voies portent la mention Congo dans leur dénomination : Au Congo à Baelen, Congogasse et Congo Alley à la frontière entre Baelen et Eupen. La découverte des rues continue à se faire par cercles concentriques de plus en plus éloignés de Spa, qui est détenteur de la rubrique.

Ici encore les trois dénominations appartiennent à la tradition purement locale et sont dépourvues de contenu politique. Le nom naquit non pour honorer un valeureux habitant ayant mis le cap sur le Congo mais simplement parce qu'au milieu de vastes champs situés entre Baelen et Eupen, bordant la N62, se situait, à hauteur d'Overoth, une ferme tellement isolée des grands chemins que riverains et passants ont fini par appeler l'endroit Au Congo, afin de mieux le caractériser, sur le mode pittoresque.

A l'époque où le nom a pris racine le Congo était encore synonyme de pays lointain pour ne pas dire mythique, tout en étant très présent dans l'imagination populaire, car de partout en Belgique partaient des pionniers à la conquête du pays mythique, mis sur les cartes par la grâce de Léopold II et les voyages du journaliste-explorateur Stanley.

Le seul problème c'est qu'avec le temps et la construction d'un grand zoning industriel entre Eupen et Baelen, les poteaux indicateurs ont disparu. Seuls quelques riverains et Google témoignent encore des trois dénominations. Les vrais amateurs ont à consulter les études faites sur la toponymie de la commune de Baelen ou tenter d'entrer en contact avec M. Meessen, ancien échevin de Baelen, passionné par tout ce qui touche au patrimoine de sa commune.

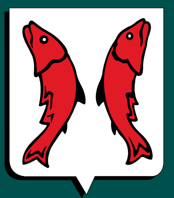




Par contre, en passant dans le coin, il a été donné de découvrir que la commune de Baelen a envoyé au Congo quelques-uns de ses fils. Une plaque commémorative a été apposée au mur de l'hôtel de ville en leur mémoire, parallèlement à celles dédiées aux fusillés et tombées au champ d'honneur des deux guerres.

Le texte qui introduit la citation des cinq pionniers ne laisse aucun doute sur la haute idée que les Baelinois avaient de leurs héros africains : “La commune de Baelen-sur-Vesdre à ses enfants morts au Congo au service de la civilisation“.
Et de citer les cinq noms : Bertrand Adolphe, Göbbel Jean, Hus Benoit, Kever Aloys, Kupper Auguste.

Que les lecteurs de l'association spadoise des Anciens d'outre-mer et de Mémoires du Congo aient une pensée pour ces intrépides Ardennais qui ont accepté de mourir pour que le Congo vive, le temps de la lecture du présent article.



VIELSALM





3 juillet 1941, victoire de la Force Publique congolaise à Saïo

La Défense belge, qui se fait un point d'honneur de commémorer les exploits et les sacrifices de ses aînés, où qu'ils aient combattu dans le monde, ne pouvait passer sous silence le 75e anniversaire de la victoire de Saïo, remportée par la Force publique du Congo belge, impatiente d'en découdre avec l'ennemi, sur les Forces de l'Afrique orientale italienne à Saïo en Abyssinie (actuellement Ethiopie).

Sur le Square Riga à Schaarbeek, un monument imposant commémore les campagnes glorieuses de la Force publique. Oeuvre du sculpteur belge Willy Kreitz (1903-1982), il y fut érigé en 1970 à l'initiative de l'URFRACOL ; il porte à gauche et en grand la tête d'un officier belge et à droite celle d'un soldat congolais, les deux séparés par un gros plan sur deux mains qui se serrent ; il a pour titre Troupes des campagnes d'Afrique/Troepen der Afrikaanse veldtochten, 1885-1960, sous lequel s'alignent les trois lieux de victoire, Redjaf (1890-1892), Tabora (1914-1918) et Saïo (1940-1945), percutants de laconicité. Le monument belge a son pendant au Congo, à quelques variantes près, comme le montre l'image ci-contre.

La victoire de Saïo sera la seule que la Belgique remportera contre les Forces de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon). Les expatriés conçurent la stratégie, la troupe congolaise leur emboîta le pas, raison pour laquelle Congolais et Belges fêtent, chacun à sa manière, la victoire commune, en fleurissant leur monument respectif, à Bruxelles et à Kinshasa. Un article dans la présente revue s'étend sur les péripéties de la bataille (voir Force Publique congolaise 3). La bataille fut rude et le nombre de morts élevé, sur le chemin qui conduisit les bataillons de la FP de Watsa à Saïo, en remontant le Nil et passant par Asosa (qui tombe le 8 mars 1941) et Gambela (qui tombe le 23 mars) ; elle combat durement à trois reprises sur le rivière Bortaï qui coupe la route Gambela-Saïo. Le climat est rude et les porteurs, épuisés et malades, meurent par centaines. Les Italiens reculent, puis vont commettre l'erreur de quitter Saïo pour aller défendre le village de Mogi, ce qui permet à la FP d'entrer victorieuse à Saïo le 3 juillet 1941.



Monument kinois

La Belgique est meurtrie mais reste vivante partout où flotte son drapeau.



Il faut ajouter que les Ethiopiens de souche harcelaient sérieusement les Italiens dans le dos. Voilà en quelques mots la campagne dite campagne d'Abyssinie, entamée en appui aux troupes britanniques qui peinaient à contenir les Italiens. La FP et les colons craignaient confusément que dans cette aventure planétaire le Congo n'échappe à la Belgique, surtout que Léopold III avait, pour éviter une boucherie, déposé les armes.

Puis le Gouverneur général Ryckmans ne cessait à Radio Léopoldville d'en appeler au sursaut patriotique : "… la Belgique est meurtrie mais reste vivante partout où flotte son drapeau.".

Il y avait peu de monde, le 5 juillet 2016, pour honorer la mémoire des héros devant le monument de Schaarbeek ; à peine une vingtaine de délégués des associations d'origine coloniale entouraient le trio formé de l'échevin de la commune de Schaarbeek, du président du CRAOCA, le Gén. Paelinck, et du président de l'URFRACOL, Philippe Jacquij.

Quant à la presse, mieux vaut l'oublier pour des manifestations patriotiques de pareille inspiration, a fortiori si elles se rattachent au Congo belge. Elle est occupée ailleurs.



Les officiels en concertation devant le monument.



Détail du monument de Faradje.

Vielsalm honore ses pionniers

Fidèles à la tradition, les membres du Cercle royal africain des Ardennes (CRAA) ont déposé, en date du 19 juin 2016, la gerbe de la reconnaissance au monument qui perpétue à Vielsalm la mémoire des pionniers qui leur ont ouvert le chemin de l'Afrique centrale..

Le président Bonmariage assisté du commandant Choque déposèrent les fleurs tandis que le Baron Jacques de Dixmude, dont le grand-père est à l'origine du prestigieux monument, agitait la cloche, afin que soit entendus par les défunts et le silence respectueux de ceux qui formaient la haie autour de l'étoile du Congo en coticule jaune du terroir et le tintement religieux de l'instrument de musique qui dans nos contrées accompagne les morts vers l'éternité.





Aussitôt après vint le moment de la photo de famille sur les marches du monument. Les drapeaux du CRAA et de l'ARAAOM prirent ensuite le chemin de l'ancienne caserne des Chasseurs Ardennais à Rencheux, suivis de tous ceux qui avaient fait l'effort de venir jusqu'au monument, pour gagner la Table des Hautes Ardennes, devenue au fil des années le lieu de prédilection du CRAA pour la journée du Souvenir.



Cuisine succulente, dessert flamboyant, serveuse toute jeune prêtant déjà main forte à son papa, que faut-il de plus pour créer l'ambiance, régulièrement attisée de surcroît par Guy, l'animateur de service, qui se fait un devoir de donner à la fête le lustre qui lui convient.

Le monument colonial de Vielsalm, devenu sur ces entrefaites le monument du Souvenir, surtout depuis que l'ambassadeur du Congo en personne vint, le 19 novembre 2010, y dévoiler une plaque à la mémoire des Salmiens qui contribuèrent, jusqu'au sacrifice de leur vie pour certains, au développement du Congo, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'indépendance du Congo.

Beau geste et belle philosophie, et en même temps le plus cinglant désaveu de tous ceux qui s'ingénient à détruire l'image de la Belgique dans l'effort qu'elle fit, Léopold II en tête, d'élever des pays en retard de développement, comme le Congo, le Ruanda et l'Urundi, au rang des nations modernes.

Certains ont pu faire des erreurs. Le progrès dans ces contrées lointaines n'a-t-il pas été en définitive une succession d'essais et d'erreurs ? Mais c'est manquer résolument d'esprit critique et d'honnêteté intellectuelle que de placer les erreurs au-dessus des réussites.





Sur les bords du Tage à Lisbonne

Fidèle à une tradition déjà longue de plusieurs années, une délégation de membres d'associations belges participa à la rencontre annuelle des Portugais qui firent carrière au Congo, regroupés en association de fait sous la dénomination lourde d'histoire d'Os Amigos do Reino do Congo e o seu Grande Rio Zaire. Le peuple portugais à juste titre est fier de son passé maritime.

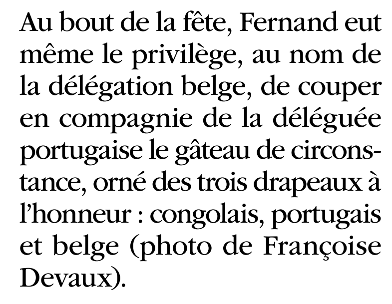
Le peuple portugais est fier de son passé maritime. Le musée de la Marine, qui en témoigne à Lisbonne, est une pure merveille, qui vaut à lui seul de détour. Il est vrai que la découverte du fleuve Congo, en 1482, est due à un intrépide navigateur portugais du nom de Diogo Cao, qui planta sur la berge angolaise du grand fleuve un padrao (une borne d'Etat surmontée d'une croix), attestant que les terres jusqu'à cette latitude venaient de passer sous l'autorité du Roi du Portugal. Les Hollandais n'hésiteront pas à la détruire.

Comme chaque année une des revues partenaires relate en effet l'événement, d'une parrt pour l'information de ceux qui ne se laissèrent pas tenter par une escapade au Portugal, parade pourtant idéale au déficit de lumière au nord, et d'autre part pour l'incitation des hésitants à tenter l'aventure.

Les Belges sont nombreux au Portugal, comme étaient nombreux les Portugais au Congo belge. De plus, aujourd'hui comme avant l'indépendance du Congo, la relation entre Portugais et Belges était des meilleures, parmi toutes les nationalités qui apportèrent leur pierre à l'édification du Congo.

La fête cette année se déroula le 11 juin dans un palace de Lisbonne et fut comme les autres années en tous points exemplaire : organisation impeccacle, buffet abondant, animation du meilleur goût, ambiance garantie, avec en prime la légendaire gentillesse des Portugais et des Portugaises. Notre compatriote, Cécile Nunes, pilota avec son talent inné les 200 convives, dont pas moins de 80 Belges, venus en voisins ou venus de la mère-patrie.







Au bout de la fête, Fernand eut même le privilège, au nom de la délégation belge, de couper en compagnie de la déléguée portugaise le gâteau de circonstance, orné des trois drapeaux à l'honneur : congolais, portugais et belge (photo de Françoise Devaux).

Les vrais amis du Portugal ajoutent généralement quelques jours à leur voyage, pour parfaire leur connaisance du pays, comme en témoigne la photo de Nadine, fêtée par surprise dans un bus.

Fabrice Schurmans (Université de Coimbra), bien connu des débatteurs du Forum, était de la partie et a établi à cette occasion de nombreux contacts.







Photo F. Devaux








Echos

Nécrologie



L'ARAAOM, l'ASAOM et le CRAA ont le regret de porter à la connaissance de leurs membres le décès le 26.05.16 de Jean LUXEN de l'ARAAOM, et de Renée WELTER-PETERS (09.03.1929-07.07.2016 – voir photo), épouse du vice-président de l'ASAOM, et présentent aux familles éprouvées leurs très sincères condoléances.

Réalisations internes

- **19.06.16** : CRAA Journée du Souvenir, à Vielsalm
- **19.06.16** : ASAOM Journée du Souvenir, à Spa
- **16.07.16** : ARAAOM Déjeuner-conférence à Nandrin.

Réalisations externes

- **04.06.16** : AP/KDL aux Tchabots à Lessive
- **11.06.16** : Convivio à Lisbonne
- **23.06.16** : MOHIKAAN, Barbecue Dipenda, à Ostende
- **02.08.16** : CRAOM à la Cité du Dragon à Bruxelles
- **21.08.16** : NIAMBO Retrouvailles d'été à Loverval
- **27.08.16** : Congo-Zaïre ünie à De Pinte
- **03.09.16** : AP/KDL Clan des Ostendais à Raversijde.

Projets

- **15.09.16** : URFRACOL-CRAOCA Hommage à Tabora
- **17.09.16** : Hommage à Lippens et Debruyne à Blankenberge
- **25.09 .16** : ARAAOM Souvenir & déjeuner aux Cat'Prés
- **23.10.16** : ASAOM & ARAAOM Déjeuner d'automne
- **18.12.16** : ARAAOM Bonana aux Waides.

Dispositions communes aux trois cercles

- La cotisation annuelle pour les trois associations est de 20€. Toute majoration de la cotisation, comme tout don ou legs, sera reçue avec reconnaissance. La revue cesse d'être envoyée aux retardataires dès le troisième trimestre.
- Les membres sont priés de communiquer leur adresse électronique au secrétariat.
- Chaque membre est invité à collaborer à la rédaction de la revue, tant du tronc commun que des pages partenaires propres.
- Les articles signés n'engagent que leur(s) auteur(s).
- Tous les articles sont libres de reproduction et de diffusion, moyennant mention de la revue-source (titre et numéro) et du nom de l'auteur/des auteurs.
- A partir du présent numéro, les articles des 12 pages partenaires (Tam-Tam, Contacts et Nyota) ne porteront plus de signature ni de mention de l'auteur des photos. Sauf indication contraire tous les textes et toutes les photos sont de Fernand Hessel.



ADMINISTRATION



Présidente et UROME : Odette François-Evrard
Vice-président : Fernand Hessel
Secrétariat et trésorerie : Odette-François-Evrard,
Monuments : André Gilman
Fêtes : Jo Bay Mwamba
Vérificateur des comptes : André Gilman
Porte-drapeau : Albert Demoulin
Tam-Tam (Rédaction, MdC, NLC et SNEL) :
Fernand Hessel : araaom.tamtam@gmail.com
Siège : rue du Laveu, 97, 4000 Liège
tél. 04 253 06 43 ou 0486 74 19 48 ;
odfrançois@yahoo.fr
Secrétariat : tél. 04 227 74 74
odette.vieilvoye@skynet.be
Compte : BPOTBEB1 – BE69 0000 8325-3278
Membres au 31 décembre de l'année écoulée : 94



Président et UROME : André Voisin
Vice-président : José Welter
Secrétaire, trésorier et archiviste :
Reinaldo de Oliveira
Porte-drapeau : Françoise Devaux
Autre membre : René Dubois (past-president)
Contacts : (Rédaction, MdC, NLC, SNEL) :
Fernand Hessel : asaom.contacts@gmail.com

Siège : ASAOM, rue de Barissart, 205, 4900 Spa
tél : 087 22 82 55

Compte: GKCCBEBB - BE90 068-0776490-32
Membres au 31 décembre de l'année écoulée : 85



Président : Freddy Bonmariage
Vice-président : Guy Jacques de Dixmude
Secrétaire et trésorier : Herman Rapier
Porte-drapeau et fêtes : Denise Pirotte
Vérificateur aux comptes : Paul Chauveheid
Autre membre : Pierre Cremer
Revue (rédaction, MDC, NLC et SNEL) et UROME :
Fernand Hessel : craa.nyota@gmail.com

Siège : c/o rue Commanster, 6, 6690 Vielsalm
hermanrapier@skynet.be : tél. 080 21 40 86
Compte : BE35-0016-6073-1037
Membres au 31 décembre de l'année écoulée : 55

Twee eredoctors in Congo

Onze vereniging is behoorlijk fier zich erop te kunnen beroemen dat zij onder haar leden twee doctores honoris causa telt. Deze hoge eer werd respectievelijk bewezen door de universiteiten van Kinshasa en van Lubumbashi. Vooral verheugt het ons dat deze onderscheidingen de bevestiging inhouden van de volgehouden wetenschappelijke assistentie vanuit ons land aan Congo, welke hiermee mooi in de bloemetjes wordt gezet.

Chronologisch vermelden wij in de eerste plaats de promotie van professor emeritus Fons Verdonck (faculteit geneeskunde), voorzitter van de vereniging Ontwikkelingshulp Geneesheren en Apothekers Alumni Leuven die werd verleend door Unikin, de universiteit van Kinshasa.
De genoemde vereniging wordt hiermee geëerd en bedankt voor de voortdurende inspanningen die zij levert om Congolese doctorandi in contact te brengen met Leuvense promotoren en hun onderzoekswerk financieel te ondersteunen.

Praktisch alle Congolese doctorandi die de jongste drie jaar promoveerden of nog bezig zijn met de voorbereiding van hun doctoraat ontvingen op een of andere wijze steun van de Alumnivereniging : studiebeurzen, logies, financiering van onderzoek in Kinshasa, aanvulling van bestaande beurzen, bijwonen van congressen, enz.
Deze steun kan zich ook uitstrekken tot de postdoctorale fase om te vermijden dat het onderzoekswerk voortijdig stilvalt, wat aanleiding kan geven tot het ontstaan van een generatiekloof.

Dankzij de medewerking van Leuvense wetenschappers, die gepaard ging met de steun van de Alumnivereniging, konden sinds 2012 14 doctoraatstitels worden behaald.

Samen met professor Verdonck verkreeg ook professor Patrick De Mol, microbioloog aan de Universiteit van Luik een eredoctoraat.

Aan de universiteit van Lubumbashi (de Unilu) viel eenzelfde eer te beurt aan ons ander medelid, Pater Léon Verbeek, historicus, van de orde der salesianen.
Deze veelzijdige intellectueel, inmiddels 82 jaar oud, was ondermeer ook professor in kerkelijke recht aan het salesiaans theologisch instituut.

Naast zijn geschiedschrijving over de werking van de salesianen in Midden-Afrika, is hij vooral bekend om zijn omvangrijk etnografisch opzoekingswerk over de gebieden waarin de salesianen actief zijn.



La traduction française de cet article se trouve sur notre site **www.memoiresducongo.be**

Prof. Verdonck op de trappen van de UNIKIN (eerste rij links).
Zijn Luikse collega, prof. De Mol (eerste rij rechts).



Bij gebrek aan geschriften moest dit opzoekingswerk worden gesteund op mondelinge traditie. De resultaten van zijn arbeid zijn te vinden in een overvloedige reeks wetenschappelijke publicaties. Wat pater Verbeek grotelijks heeft verheugd is de erkentelijkheid van de bevolking voor de arbeid van hemzelf en zijn medewerkers, die de waardevolle cultuur van de plattelandsbevolking naar behoren heeft gevaloriseerd.

Ondanks zijn leeftijd denkt pater Léon nog niet aan rusten. De opbouw van een digitale fototheek is nu in gang gezet.

Uiteraard hebben wij de beide laureaten naar behoren gefeliciteerd.

■ Guido Bosteels

Dankbetuiging aan pater Léon Verbeek door de Universiteit van Lubumbashi



UROME-KBUOL

Union Royale belge pour les pays d'Outre-Mer
Koninklijke Belgische Unie voor Overzeese Landen







Eloge de la colonisation belge

Paru dans la Pall Mall Gazette du 19 juillet 1897, sous le titre de *"A Word for the Congo State"*.

Est-ce que tous les Belges, qui chez eux, peuvent être considérés comme des individus civilisés, doivent être dénoncés comme coupables, dès qu'ils se trouvent en Afrique, de tous les crimes imaginables, parce que des accusations de cruauté ont été formulées contre un ou deux d'entre eux ?

En admettant même que certaines accusations soient fondées, quelle est la nation européenne, ayant pris sur elle la lourde responsabilité d'introduire à la fois les bienfaits et les vices de la civilisation dans le continent noir, qui peut de ce point de vue réclamer l'immunité pour ses ressortissants ?

L'entreprise allemande en Afrique doit-elle être condamnée sans plus à cause des infamies de Leitz, Peters et autres agents allemands ?

Ou bien ce qu'a fait la France à cause d'incidents qui se produisent de temps à autre dans le Soudan occidental ? Nos propres états de service sont-ils si parfaitement irréprochables ?
Est-ce qu'actuellement nous n'avons pas un système fort proche du travail forcé dans une grande partie de nos possessions sud-africaines ?
C'est un fait lamentable mais indiscutable que le climat de l'Afrique tropicale a l'effet le plus nocif sur certaines natures. Nombre de voyageurs africains bien connus ont admis la propension à de violents emportements, quand l'organisme est affaibli par une fièvre constante et que les nerfs sont atteints par suite de fréquents et exaspérants tourments, qui accompagnent inévitablement le séjour sous des cieux torrides et dans les jungles pestilentielles de l'Afrique tropicale.
C'est dans une large mesure à ces effets néfastes du climat que nous devons ces actes de férocité déplorables d'Européens à l'égard des indigènes, dont aucune nation blanche n'est exempte et qui, lorsqu'ils se produisent, font que l'on se demande presque si l'Afrique ne se porterait pas mieux si on la laissait isolée dans l'obscurité de sa nuit, quitte à la fois du missionnaire, du commerçant et de l'agent européen.
L'œuvre accomplie par les Belges en Afrique tropicale peut se comparer favorablement avec celle de n'importe quelle autre nation. En dépit de la conduite d'une demi-douzaine de scélérats tels qu'on en trouve dans n'importe quel pays, les Belges ont beaucoup de raisons d'être fiers.
Nous ne pouvons leur rendre pleine justice ici. Nous ajouterons seulement que lorsque viendra l'heure d'écrire l'histoire de l'Afrique depuis son partage entre les Puissances, l'une des pages les plus brillantes sera celle qui racontera la construction du Chemin de fer du Congo, qui a été menée avec une hardiesse d'initiative, un zèle sans failles et une ardeur toujours soutenue qui n'ont pas été surpassés dans les annales de la colonisation.

■ sé G. Morel de Ville*

Oui, vous avez bien lu et il s'agit du même Edmund Dene Morel qui plus tard deviendra le plus grand détracteur de l'œuvre belge. Comment expliquer cette étonnante volte-face ?

■ Robert Devriese

*Georges Edouard Pierre Achille Morel de Ville est le nom originel d'Edmund Dene Morel

Agenda trimestriel

Activités internes (principales)
08.06.16 : rencontre Prof. Philippe Goyens, Secrétaire perpétuel de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer (KAOW - ARSOM)
22.06.16 : Funérailles Lt-Col. André Anne de Molina, Président ff. Bosteels
05.07.16 : Commémoration Bataille Saio, Président ff Guido Bosteels
12.07.16 : Remise publications UROME au Prof. Goyens
12.07.16 : Déjeuner de Travail organisé par Renier Nijskens avec le nouvel ambassadeur de Belgique en RDC, Bertrand de Crombrugghe
20.07.16 : rencontre A. Schorochoff et P. Vannès avec Fabrice Magnée (projet film)
05.08.16 : Briefing Jos Ver Boven.

Activités externes (principales)
30.06.16 : Conférence d'André Schorochoff sur l'EIC au Probus de Verviers à Spa
28.07.16 : CA Afrikagetuigenissen
02.08.16 : Déjeuner au CRAOM.

Associations membres de l'Urome

1 ABC	14 CRAOCA
2 ABIA	15 CRAOM
3 AFRIKA GETUIGENISSEN	16 CRNAA
	17 FBC
4 AMACIEL-BAKA	18 MAISON AFRICAINE
5 AMI-FP-VRIEND	19 MAN
6 AP-KDL	20 MDC
7 ARAAOM	21 N'DUKUS NA CONGO
8 ASAOM	22 NIAMBO
10 BOMATRACIENS	23 SIMBA
11 CCTM	24 URCB
12 CONGORUDI	25 URFRACOL
13 CRAA	26 VIS PALETOTS

Appel réitéré à collaboration

Chaque membre de l'UROME est prié d'apporter sa contribution à la recherche des monuments et autres vestiges relatifs à l'œuvre belge en outre-mer (avec photos légendées) à travers la Belgique, comme à la défense de celle-ci (par articles et lettres de protestation)..

Opération Monuments

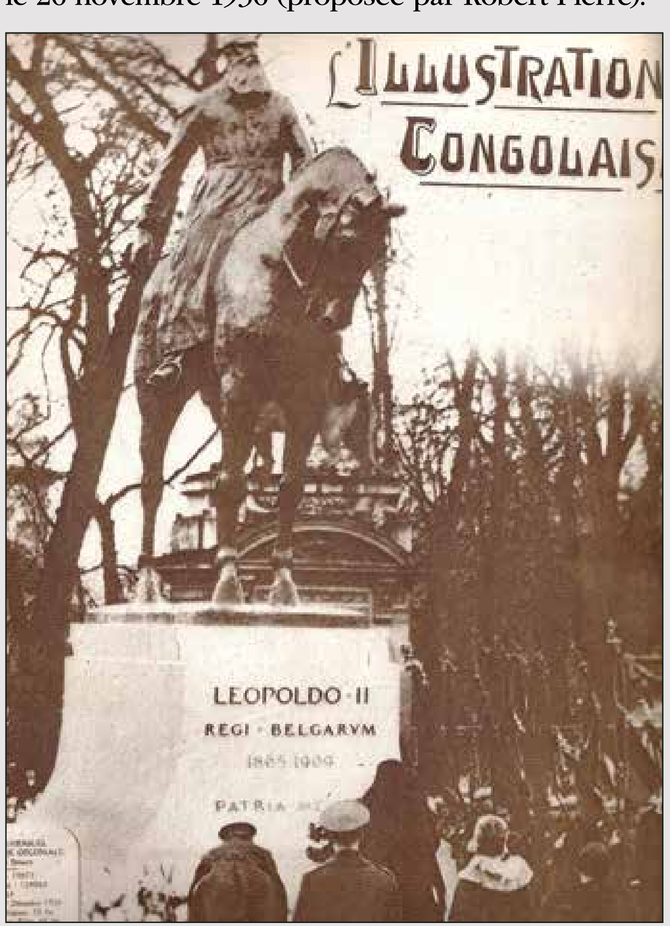
3. Monument dédié à la Force publique à Bruxelles

Dû au sculpteur anversois Willy Kreitz, il fut inauguré en 1970, au square Riga à Schaarbeek. Il est ici fleuri à l'occasion de la commémoration du 75e anniversaire de la victoire de Saïo, le 5 juillet 2016 (photo J.-M. Brousmiche). Parmi les gerbes celle de l'UROME. Un monument semblable fut érigé à Kinshasa en 2005. Et déjà en 1943, un monument pyramidal avait été érigé à Faradje (RDC), par le bataillon qui livra la bataille victorieuse (voir page 43).



4. Statue équestre de Léopold II (place du Trône)

Œuvre du sculpteur Thomas Vinçotte et de l'architecte François Malfait. La souscription publique ayant généré un boni, une statue identique fut dressée à Léopoldville. Ci-dessous la couverture de l'Illustration congolaise n°63, relative à l'inauguration, le 26 novembre 1936 (proposée par Robert Pierre).





Siège de l'association
rue de Stassart-Straat, 20-22,
1050 Bruxelles-Brussel
www.urome.be
Contact : Robert Devriese,
rue du Printemps, 96
1380 Lasne
robertdevriese1@gmail.com

COMITÉ EXÉCUTIF PERMANENT (CEP)
Robert Devriese, administrateur délégué
Guido Bosteels, William De Wilde,
Paul Vannès, vice-présidents
André de Maere d'Aertrycke, Renier Nijskens, conseillers.
Le pouvoir appartient de droit à l'AG, constituée des administrateurs délégués des associations membres.
Le CEP est chargé de la gestion au quotidien.

CONDITIONS D'ADHÉSION
1) agrément de l'AG
2) payement de la cotisation annuelle, à raison de 0,25 € par membre de l'association, avec un minimum de 50 € par an.

COMPTE BANCAIRE
BE54 2100 5412 O897

PAGES DE L'UROME DANS MDC
Editeur : Robert Devriese
Rédaction des articles non signés, liaison avec MDC et New Look Communication pour le graphisme et photos : Fernand Hessel
Adresse technique : urome.mdc@gmail.com

5. Entrepôt du Congo à Anvers.

Situé à Anvers-Sud, vestige du temps où tout le trafic maritime avec le Congo transitait par les vieux quais bordés d'entrepôts. La CMBC, qui donnera naissance à la CMB, fut fondée à l'initiative de Léopold II en 1895.

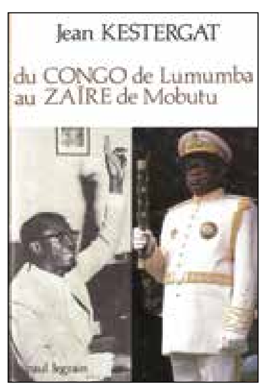




Bibliographie







Kestergat, J., *du CONGO de Lumumba au ZAÏRE de Mobutu,* Editions Paul Legrain, Bruxelles, 1986, avec une intéressante série de photos d'époque en NB, une chronologie et une bibliographie ; 320 pages, cartonné, *150 x 220 mm. Bibliomania : 13 €*

L'esquisse biographique de Jean Kestergat ayant été faite dans le numéro précédent (voir Mémoires du Congo n°39, page 50), la présente notice se limite à un bref commentaire du second opus de la trilogie que l'auteur a consacrée au Congo.
Tous ceux qui se passionnent pour le Congo, et particulièrement les Belges qui ont contribué à le façonner dans sa jeunesse, liront avec intérêt le livre qui porte sur le premier quart de l'indépendance du pays ; et avec plaisir également, car l'auteur, en journaliste avisé et talentueux, qui a eu le privilège d'approcher les ténors des deux premières républiques, sait comment éveiller le sens de l'histoire auprès de ceux qui n'y sont pas experts. Les trente chapitres prennent sous la loupe et les événements et les acteurs : sécession katangaise, entrée en action de l'ONUC, assassinat de Lumumba, mort d'Hammarskjöld, rébellion muleliste, montée en puissance de Mobutu, rapt et mort de Tshombe, révolte des mercenaires, guerres du Shaba…autant de titres que les journaux de l'époque n'ont pas manqué d'imprimer en gras dans notre mémoire, mais pour lesquels Kestergat apporte l'éclairage indispensable à leur bonne compréhension, avec les nuances nécessaires et le zeste d'humour qui en facilite l'approche objective.
On y apprend par exemple que Lumumba n'est pas le démon que certains se plaisent à imaginer, que l'ONU s'est dramatiquement trompée, que Mobutu n'a pas enregistré que des succès…
Bref un livre à posséder dans sa bibliothèque si on aime le Congo.

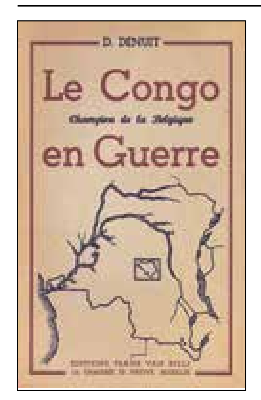
José Rhodius



Gérard, J., Le Congo menacé, Edition A.F.I., Bruxelles, 1951. 112 pages. 130 x 185 mm. Exemplaire trouvé chez un bouquiniste, comportant une dédicace de Jules Gérard-Libois, un des fondateurs du CRISP.

Jo Gérard (Anvers, le 29.04.29 – Bruxelles, le 15.01.06) était à la fois historien et journaliste. C'est assez dire qu'il a consacré sa vie professionnelle à vulgariser l'histoire. Il fit ses humanités chez les Jésuites à Anvers, puis une licence en histoire à l'UCL. On lui doit des dizaines d'ouvrages sur la Belgique, la Wallonie, la monarchie… Il est resté jusqu'au bout un défenseur de l'unité du pays. Un moment tenté par le rexisme, il s'en était distancé dès 1937. Il signa d'ailleurs des articles dans La Libre Belgique clandestine sous l'occupation, et effectua des missions pour le réseau Socrate. Issu d'un milieu conservateur, foncièrement anticommuniste, il fut un membre des plus actifs dans la rédaction d'Europe Magazine, périodique regroupant plusieurs intellectuels de l'occupation, dont il se détachera également pour danger d'extrémisme.
Bref un homme plutôt de droite, mais lucide.
Le livre résume en quatre chapitres les menaces qui pèsent sur le Congo :
- description du mode de gouvernance, haute finance et salariat, tels qu'ils sont en place en 1950 ;
- le danger des "folâtres onusiens" qui veulent libérer le Congo de l'emprise belge ;
- aperçu des réalisations sociales au Congo, par les entreprises belges ou Lever ;
- le plan décennal, auquel il risque de manquer de la main d'œuvre belge et indigène.
Par-dessus tout, il met en cause l'indifférence des Belges de Belgique - "il ne mord pas, il ronfle" - laissant les agents coloniaux se battre sur place avec les dures réalités. En conclusion, un livre assez pessimiste.

José Rhodius



Denuit, D., *Le Congo, Champion de la Belgique en guerre,*
Editions Frans Van belle, Bruxelles, 1946. 192 pages. 145 x 225 mm. Exemplaire trouvé chez un bouquiniste

Désiré Denuit (Couture-Saint-Germain, le 16.04.05 – Ottignies, le 10.11.87) était écrivain, journaliste et militant wallon.
Il prend la direction du Soir après avoir monté un à un les échelons du quotidien bruxellois, et notamment publié plusieurs séries de reportages risqués sur ce qui était à l'époque le Congo belge. Il décrit la situation de la Belgique, entrée en guerre le 10 mai 40 et celle du Congo à la même époque. Avec d'un côté un personnage clef, Albert de Vleeschauwer, qui doit pousser ses collègues du gouvernement à rejoindre Londres - ils n'étaient pas tentés par l'aventure mais c'était une nécessité pour Churchill si l'on voulait que la Belgique existe - et de l'autre Pierre Ryckmans qui entre dans la guerre sans hésiter dès le 28 mai aux côtés des Anglais.
Au Congo également, beaucoup n'étaient pas tentés par l'aventure jusqu'à ce qu'on sache qui serait le vainqueur. D'où de nombreux conflits : Mgr de Hemptinne contre Tschoffen, question royale, syndicats, affaire Heynen et Dutron, et "ceux de Londres" contre "ceux restés à Bruxelles", les deux contre les coloniaux et vice-versa.

Notons en passant qu'en fin de mandat, en 1946, Pierre Ryckmans fit un discours dans lequel il souligna qu'on allait sans doute vers la fin de la colonisation et épingla le besoin de rapatrier vers la colonie une part des biens exportés vers l'Europe.
Un livre assez passionnant !

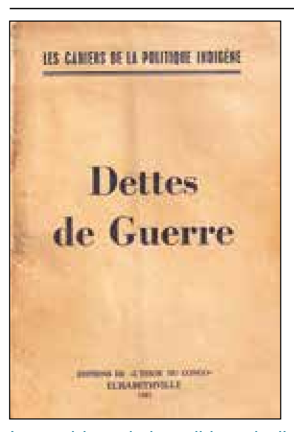
José Rhodius



CONGO : colonisation/décolonisation L'histoire par les documents, Publication pédagogique Musée royal d'Afrique centrale, Tervuren, 2012 Coordination : Sara Géradin et Claire Poinas. Direction scientifique : Patricia Van Schuylenbergh *100 pages. 300 x 210 mm. Augmenté d'un DVD.*

La publication, destinée prioritairement aux enseignants à qui il incombe par profession de transmettre l'histoire coloniale aux générations montantes, ne manquera pas d'intéresser également tous ceux qui ont laissé à l'école en la quittant une bonne partie du bagage culturel qu'ils y ont reçu. La mémoire fait ce qu'elle peut et il est conseillé de la rafraîchir régulièrement, en puisant aux sources claires alimentées par ceux qui ont vocation de veiller à ce que l'histoire soit non seulement sauvegardée dans les meilleures conditions mais sans cesse enrichie par les résultats de la recherche.
Le livre, instructif de la première à la dernière page, est facile à consulter dans la mesure où il place d'entrée de jeu les faits qui méritent l'attention sur la ligne du temps.
Il fait ensuite une double approche qui devrait satisfaire les adeptes de l'une ou de l'autre école : l'approche par période et l'approche par thème.
Enfin, dans son ambition d'être le plus diversifié possible, il suit le regard d'un nombre s'observateurs du fait congolais et tente de l'interpréter : le regard du Belge sur le pays qu'il colonisa comme celui du Congolais sur son passé colonial, sans fuir la polémique qui se manifeste par moments bruyamment sur certaines tribunes.
Pour rendre l'ouvrage le plus attractif possible, et le plus lisible aussi, l'illustration est habile, variée et abondante, comme sont constantes les mises en évidence des faits les plus significatifs et des témoins les plus représentatifs.
Un livre d'étude autant que de consultation que tout ami du Congo a intérêt à garder à portée de main.

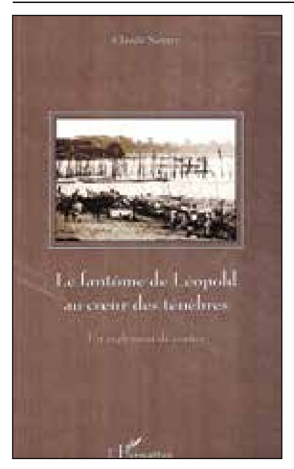
Fernand Hessel



Les cahiers de la politique indigène, Rubbens, A., *Dettes de guerre,* Editions de L'Essor du Congo, Elisabethville, 1945. *145 x 225 mm.* 258 pages. Exemplaire trouvé chez un bouquiniste.

Avant d'aborder le livre, il est utile d'évoquer l'histoire de sa maison d'édition, fondée à Élisabethville, le 8 mars 1928 par Jean Sepulchre, un ancien administrateur colonial belge, sous l'enseigne d'Editions de « L'Essor du Congo ». Dès 1929, la maison profite des premières linotypes d'Afrique Centrale pour pousser son activité. À partir de 1945, le taux de scolarisation progresse rapidement, avec une croissance annuelle de l'ordre de 6 % dès 1946.
Antoine Rubbens y publie Dettes de guerre en 1945, rassemblant des articles parus entre 1944 et 1945 dans l'hebdomadaire éponyme. Y figurent entre autres deux textes de Placide Tempels : «La philosophie de la rébellion» et «Le travail des prolétaires», articles qui préfigurent le célèbre La Philosophie bantoue, édité en 1945 à Elisabethville, avant de figurer en 1949 en première place dans le catalogue de Présence Africaine. De sociologique et littéraire, l'éditeur se fait de plus en plus politique, avec l'arrivée toujours plus nombreuse des intellectuels noirs. A partir de 1950, la maison se politise nettement et vise l'indépendance congolaise qui s'approche. A l'indépendance la société est vendue à des Congolais et deviendra dans un premier temps L'essor du Katanga .
Quant au livre proprement, il s'agit d'une compilation de textes pour la grande majorité de la plume d'Antoine Rubbens. Le titre de l'édition n'est pas à prendre au pied de la lettre, dans la mesure où les écrits traitent de la problématique naissante entre Noirs et Blancs, la guerre ne servant le plus souvent que d'amorce à la réflexion. Les titres sont évocateurs de la situation qui prévalait et commençait à se durcir, avec une mise en cause assez sévère des autorités coloniales : L'ébranlement de la société indigène, La population rurale, Le prolétariat noir, Les indigènes évolués, Le dépeuplement du Congo, La crise du service territorial, Reconstructions, Perspectives de démocratie congolaise. Eclairage intéressant sur une période de tous les possibles.

José Rhodius



Nemry, C., *Le fantôme de Léopold au cœur des ténèbres, un règlement de contes.* L'Harmattan, Paris, 2011. 246 pages. 135 x 215 mm. 24 €

Né à Kindu en 1934, promu docteur en droit à l'ULB en 1959, Claude Nemry a accompli une carrière internationale dans l'informatique de 1969 à 1988, ce qui ne l'empêcha pas de mener parallèlement une carrière d'écrivain, dès 1972. En sus de l'ouvrage retenu, il a publié une série de livres qui s'inspirent de sa terre natale : Les tambours du Ruanda, Nyamulagira, Usubui, Bukavu, Mangaribi, tous parus à L'Harmattan. Le titre de l'oeuvre qui retient ici notre attention est beaucoup plus qu'un habile jeu de mots; il évoque à lui tout seul son contenu. Pour l'essentiel l'auteur se limite à analyser par le menu deux bestsellers mettant sérieusement en cause l'Etat indépendant du Congo, à savoir Au cœur des ténèbres, de Conrad, et Les fantômes du roi Léopold, de Hochschild.
Chacune de ces deux œuvres, lourdes d'accusations contre le régime léopoldien, est décortiquée affirmation par affirmation, pour en démontrer dans un grand nombre de cas la supercherie. La synthèse de la pensée de Nemry se trouve en réalité dans le sous-titre de l'ouvrage : "un règlement de contes", par lequel il met en cause la subjectivité et l'idéologie de Conrad et de Hochschild, qui finissent par fausser l'histoire et tromper le lecteur.
Livre salutaire que chaque colonial devrait avoir lu, pour que son passé reprenne de la couleur, grâce à Nemry qui a l'art de remonter du détail à la vérité, en y délogeant le diable qui se plaît à s'y cacher. Aux deux chapitres fondamentaux s'ajoute un troisième sur la parenthèse européenne, ses essais et ses erreurs, mais aussi sa contribution à la construction du Congo. Un quatrième chapitre livre sept annexes pleines d'informations sur l'ère léopoldienne.

Fernand Hessel